PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DECEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le jeudi quatorze du mois de décembre à 20h00, le Conseil Municipal de la commune de Mauges-sur-Loire s'est réuni salle Bélisa, rue des charmilles, sur la commune déléguée de Beausse, sur la convocation qui leur a été adressée par M. Gilles Piton, Maire de la commune de Mauges-sur-Loire, le vendredi huit décembre deux mille vingt-trois.

Étaient présents, Mesdames et Messieurs :

Nom	Prénom	Prés ent	Excusé	Pouvoir à
ADAM	Dominique	☒		
ALLAIN	Gilles	☒		
ALLARD	Tony	☒		
ALLARD	Jean-François	☒		
ALLAIRE	Magalie	☒		
ANGEBAULT	Marie-Paule	☒		
BEAUBREUIL	Pierre Louis	☒		
BENETEAU	Sylvia	☒		
BENOIST	Yannick	☒		
BESNARD	Jean	☒		
BLAIN	Pierre-Yves		☒	Christophe JOLIVET
BLON	Jean-Claude	☒		
BOISTAULT	Robert	☒		
BONDUAU	Valérie	☒		
BORDIER	François	☒		
BOURGET	Chantal	☒		
BOULESTREAU	Luc		☒	Maurice BUREAU
BOURGET	Mickaël		☒	Albert COIFFARD
BREJON - RENOU	Valérie		☒	Dominique ADAM
BUREAU	Maurice	☒		
CAILLAULT	Guy	☒		
CAUMEL	Thierry		☒	Bruno ROCHARD
CHAUVET	Tony		☒	Nicolas LE LABOURIER
CHAUVIN	Luc		☒	Tony ALLARD
COIFFARD	Albert	☒		
DAVID	Richard	☒		
DE BARROS	Yvette	☒		
DESSEVRE	Yvette	☒		

Nom	Prénom	Prés ent	Excusé	Pouvoir à
DUBILLOT	Valéry	☒		
GABORY	Baptiste	☒		
GABORY	Gaëtane	☒		
GOMEZ	Alain	☒		
GOUPIL	Vanessa	☒		
GUIBERTEAU	Marie-Christine	☒		
JOLIVET	Christophe	☒		
JOLIVET	Fabien	☒		
LAMOUR	Christophe			
LANTOINE	François-Xavier	☒		
LE GAL	Marie	☒		
LE LABOURIER	Nicolas	☒		
MAINTEROT	Jean-René	☒		
MARTIN	Freddy	☒		
MICHAUD	Jean-Michel	☒		
MONTAILLER	Claudie	☒		
MONTASSIER	Marie-Catherine		☒	Eric WAGNER
MOREAU	Nadège	☒		
MOREL	Guillaume	☒		
MORINEAU	Séverine	☒		
MORISSEAU	Marie-Béatrice		☒	Valérie BONDUAU
MUSSET	Lydia	☒		
NAUD	Laétitia	☒		
OGER	Anne-Françoise	☒		
PELTIER	Eric	☒		
PINEAU	Angélique		☒	Pierre-Louis BEAUBREUIL
PITON	Gilles	☒		
PLUMEJEAU	Yves	☒		
RICHOU	Angéline		☒	Anita ROBICHON
ROBICHON	Anita	☒		
ROCHARD	Bruno	☒		
ROUX	Louis-Marie	☒		
VATELOT	Isabelle	☒		
WAGNER	Eric	☒		

A – Partie variable

Présentation du conseil prospectif de Mauges Communauté « IdéÔ Mauges » par ses membres Hélène BIDEF et Jean COTTINEAU ainsi que Sandrine BARRE chargée de mission sur cette structure.

1

C'est quoi idéÔ Mauges ?

IdéÔ Mauges, c'est...

- Un laboratoire d'idées où l'expression est libre
 - SUR LE MOYEN TERME
- Un collectif de citoyens qui s'engage, se mobilise et partage des idéaux pour notre territoire
 - SUJETS PROPECTIFS ET INNOVANTS
- Ce sont des femmes et des hommes qui se projettent vers l'avenir et invente déjà les Mauges de demain
 - TERRITOIRE DES MAUGES

idées + idéaux + territoire + avenir

idéo
mauges
CONSEIL PROSPECTIF TERRITORIAL

PRESENTATION / C'est quoi IdéÔ Mauges ?

Un collectif de citoyens

Défini par l'agglomération entre 2020 et 2021

Sous la responsabilité de sa présidente désignée

3 collèges :

- DESIGNES
- VOLONTAIRES
- TIRES AU SORT

Nombre entre 60 et 72

Parité Homme / Femme

Représentants des 6 communes

PRESENTATION / C'est quoi idé Mauges ?

2

Comment cela fonctionne ?

La vie du collectif

- Une assemblée plénière par an
- Une réunion de travail par mois dans un lieu central
- Quelques visio
- Un bureau autour de la Présidente
- Un renouvellement des membres tous les 3 ans avec un mandat de 6 ans maximum
- Mandat électif ancien de plus de 3 ans

La saisine et l'autosaisine

- Sur proposition de la collectivité
- Sur proposition du bureau et des membres
- Travail d'exploration, de débat et de préconisations
- Restitution aux élus
- Publication sur le site internet

www.ideomauges.fr

PRESENTATION/ Comment ça fonctionne ?

3

Les sujets de travail des mois à venir

PROCHAINE SAISINE

Parcours de vie

Dans le cadre du Schéma de Cohérence Territoriale

Qu'est ce qui fait qu'....
On s'installe dans les Mauges?
On en parte ?
On tient à y rester? Ou pas...

Grâce à des intervenants extérieurs et aux vécus des habitants des Mauges, Il s'agit de faire un retour sensible pour mieux éclairer le choix des élus en termes d'aménagement du territoire

SUJETS PARTAGES

La ressource en eau en Pays de la Loire

Les enjeux de mobilité en Maine et Loire

L'évolution et innovation du logement et de l'habitat

Avec les autres conseils de développement du Maine-et-Loire

4 3 ans déjà !

Mauges sur Loire (7)

	HOMME	FEMME
DESIGNES	1	2
VOLONTAIRES	1	0
TIRES AU SORT	1	2

Besoins de représentants sur la commune

Intéressé, intéressée ?
N'attendez pas le tirage au sort 😊

- 1 Un formulaire sur ideomauges.fr et des informations complémentaires
- 2 Un mail à contact@conseilprospectif-mauges.fr

ICI, ON INVENTE
DÉJÀ LES MAUGES
DE DEMAIN

Monsieur le Maire indique que la commission Déchets a été concernée par les premiers travaux, avec une projection en 2030,2040,2050 ... une réunion de travail a eu lieu à la suite pour imbriquer certaines idées des travaux à la politique de gestion des déchets d'aujourd'hui. En 2024 il est prévu d'avancer avec certaines lignes directrices des travaux, comme les notions de recherche et développement, pour faire évoluer la gestion des déchets. Cela permet aux élus de prendre de la hauteur grâce à des idées nouvelles.

Madame LE GAL précise que les élus d'avant 2020 peuvent intégrer le collectif car les trois années de délai sont passées.

Madame OGER demande si des rencontres sont faites sur le terrain, quelle est la méthode pour la mobilisation des acteurs.

Madame BIDET lui répond qu'il y a des rencontres d'ateliers de réflexion et si besoin des visites sont faites sur le terrain. Des prestataires extérieurs peuvent venir en aide également dans l'analyse de la réflexion.

Madame BARRE indique que les prochains sujets feront évoluer la méthode en fonction de ce qu'il est souhaitable de faire émerger.

Monsieur COTTINEAU précise qu'il y aura des rencontres avec les citoyens et ajoute qu'il faudra travailler sur la restitution pour le deuxième sujet.

Monsieur LE LABOURIER demande s'il y a une communication vers les conseils participatifs des communes de Mauges Communauté, pour s'en servir comme relais. Ils pourraient être collecteurs d'idées.

Monsieur COTTINEAU répond qu'il n'y a pas de conseils participatifs sur toutes les communes et l'idée est de rester équilibré. Mais il est important de se servir des idées de tout le monde. Des membres du conseil prospectif sont dans des conseils participatifs des communes.

Monsieur LE LABOURIER propose de s'appuyer sur les maires délégués des communes où les conseils participatifs fonctionnent.

Monsieur MICHAUD demande si la réflexion reste au niveau de Mauges Communauté.

Monsieur COTTINEAU explique qu'il y a un conseil de développement régional et à toutes les échelles. Il est important d'avoir un lien.

Madame BIDET indique que sur les thèmes d'auto-saisines, des liens ont été faits avec les conseils de développement. Il y a une hiérarchie par Département ou Région.

Monsieur le Maire remercie pour cette intervention.

B – Décisions

La séance débute à vingt heures et trente-neuf minutes avec 50 conseillers et 11 procurations.

Monsieur Maurice BUREAU a été désigné secrétaire de séance.

Monsieur le Maire sollicite l'approbation du procès-verbal en date du 16 novembre 2023 qui n'amène pas d'observation.

Aménagement

Foncier

2023-12-01 Autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP) - Opération 2807 – Budget Principal – Travaux dans les logements communaux - Montjean-sur-Loire

Madame N. MOREAU, adjointe de droit à l'Urbanisme, explique au Conseil Municipal que la Commune engage chaque année des projets de réhabilitation de ses logements communaux, dans le double objectif de remettre sur le marché des logements vacants et d'améliorer la qualité de son parc locatif. Au budget 2023, il avait été inscrit une première somme permettant d'engager les études sur le logement situé au premier étage de la salle Auguste Leduc à Montjean-sur-Loire.

A l'issue des études préalables, il est proposé d'approuver une autorisation de programme qui permettra d'engager le projet, sur les exercices 2023 et 2024, au vu du montant des travaux issu de l'étude de faisabilité.

Un élu demande une précision sur le nombre de logements et leur type.

Il lui est répondu qu'à Montjean-sur-Loire il s'agit d'un T3.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route, et notamment son objectif stratégique de dynamiser le territoire par un habitat diversifié et vivant ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission Urbanisme Bâtiments en date du 23 octobre 2023 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau municipal en date du 7 novembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	57
Non	4
Abstention	0
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - Une autorisation de programme est votée pour les travaux dans les logements communaux à Montjean-sur-Loire selon le phasage suivant :

Autorisation de programme	Crédits de paiements 2023	Crédits de paiements 2024	Subventions
123 331,17 €	23 331,17 €	100 000,00 €	0,00 €

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-02 Demande de financement pour l'étude complémentaire sur le secteur de la Grande rue à Saint-Florent-le-Vieil

Madame N. MOREAU, adjointe de droit en charge de l'Urbanisme, rappelle au Conseil Municipal qu'il a été prévu au budget 2023 de la Commune d'engager une étude complémentaire à l'étude urbaine de Saint-Florent-le-Vieil pour approfondir les aménagements à réaliser sur le secteur de la Grande rue.

Le coût de cette étude est estimé à 30 000 € HT et peut faire l'objet d'un financement à hauteur de 50 % de la Banque des Territoires, dans le cadre de la convention établie avec le Département de Maine-et-Loire pour l'attribution de cofinancements pour les études d'ingénierie du programme Petites Villes de Demain. Cela implique d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter ce financement.

Un élu fait remarquer qu'une étude pour St Florent-le-Vieil avait été faite pour environ 35 000 €. Il demande également pourquoi le dossier de la Grande Rue arrive maintenant et qu'elle n'a pas été intégrée dès le début. Il questionne sur les objectifs de cette étude de 15 000 € qui ne concerne qu'une rue.

Il lui est répondu que lors de l'étude urbaine, cette rue n'avait pas été travaillée. Mais il y a une réelle difficulté de stationnement. Il faut donc inciter les automobilistes à se stationner ailleurs, c'est pourquoi il est nécessaire de faire cette étude.

Un autre élu complète en disant que la première étude était orientée plus sur des lieux que sur des axes. L'axe de la Grande Rue est stratégique. Il espère des éléments complémentaires de cette étude pour remédier aux problèmes de stationnement.

Le Conseil Municipal,

VU la convention d'attribution du soutien à l'ingénierie de la Banque du Territoire au bénéfice de la Commune de Mauges-sur-Loire dans le cadre du programme Petites Villes de Demain conclue le 21 février 2022 entre la Commune et le Département de Maine-et-Loire ;

VU l'avis favorable de la commission Habitat Urbanisme Bâtiments en date du 25 septembre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 10 octobre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	60
Non	1
Abstention	0
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - Le soutien financier de la Banque des Territoires est sollicité à hauteur de 15 000 € soit 50 % du coût HT de l'étude.

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-03 Cession d'un immeuble situé 1 rue de Vendée sur la commune déléguée de Bourgneuf-en-Mauges

Madame N. MOREAU, adjointe de droit en charge de l'Urbanisme, rappelle que par délibération n°2022-03-02 du 17 mars 2022, le Conseil Municipal approuvait la vente de l'immeuble situé 1, rue de Vendée – Bourgneuf-en-Mauges, cadastré 39 D 1509 selon le procédé de vente notariale interactive.

Elle indique que cette vente interactive a été infructueuse et que la vente a été confiée à l'étude notariale LEBLANC-PAPOUIN sous forme de mandat simple.

Les services des Domaines, sollicités pour avis, ont estimé la valeur du bien à 110 000,00 €.

A l'issue des différents diagnostics préalables à la vente dont le diagnostic de performance énergétique, l'immeuble est classé en catégorie G. Depuis le 1^{er} avril 2023, les habitations classées F ou G doivent faire l'objet d'un « audit énergétique obligatoire ». Celui-ci a été réalisé le 17 juin 2023. Il en ressort deux scénarios de travaux pour réaliser une rénovation énergétique performante permettant de classer le bâtiment en classe A :

- Scénario 1 : rénovation en une fois, montant total des travaux : 84 000 € TTC
- Scénario 2 : rénovation par étapes, montant total des travaux : 89 800 € TTC

Une offre d'achat s'élevant à 57 000,00 € net vendeur a été soumise par Monsieur PICHERIT Luc, domicilié 23 rue Henri Poincaré – PARIS (75).

Un élu demande des informations sur la méthode de communication auprès des habitants des biens immeubles à vendre à Mauges-sur-Loire. Il indique que dans le cadre du SDIE, il y aura des biens immobiliers sur le marché et souhaite savoir si un outil de communication pour les habitants est envisagé.

Il lui est répondu qu'il en a été question à la dernière commission concernant les lotissements, mais pour les biens il est vrai qu'actuellement la communication se fait par les notaires. La réflexion est en cours.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route de la commune et notamment son objectif stratégique de dynamiser le territoire par un habitat diversifié et vivant ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission Urbanisme en date du 25 septembre 2023 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	55
Non	2
Abstention	4
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - L'immeuble cadastré 39 D 1509 situé 1, rue de Vendée sur la commune déléguée de Bourgneuf-en-Mauges, est cédé au prix de cinquante-sept mille euros (57 000,00 €) net vendeur à Monsieur PICHERIT Luc, domicilié 23 rue Henri Poincaré à PARIS.

Article deux - Il est précisé que les frais annexes (frais négociation, frais notariés, ...) seront à la charge de l'acquéreur.

Article trois - Monsieur le Maire est autorisé à signer l'acte ainsi que toutes les pièces s'y rapportant.

Article quatre - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-04 Lotissement « Les Chênes » à Beausse - Protocole transactionnel pour la dépollution d'une parcelle

Madame N. MOREAU, adjointe de droit en charge de l'Urbanisme, indique que la commune de Mauges-sur-Loire a été convoquée à une expertise diligentée par l'assurance protection juridique de Madame LECOMTE et Monsieur GRIMAULT.

Ces derniers ont acheté une parcelle du lotissement les chênes, situé sur la commune déléguée de BEAUSSE, par un acte notarié signé en novembre 2022.

La commune s'était engagée à procéder au nettoyage du terrain avant la vente et notamment à l'enlèvement des déchets et à l'élagage d'arbres en bordure des parcelles.

Une première intervention a été effectuée en novembre 2022 pour procéder à ces opérations de nettoyage. Depuis début 2023, des échanges ont lieu avec la commune et les propriétaires concernant l'étendue des opérations de nettoyage des parcelles. Monsieur GRIMAULT et Madame LECOMTE ont alerté sur le fait qu'il restait encore, selon eux, des gravats et des déchets sur le terrain et ont actionné leur assurance protection juridique. Suite à l'expertise qui s'est déroulée le 4 octobre 2023 en présence de la commune, un accord a été trouvé entre les parties. C'est l'objet du présent protocole est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

La commune s'engage à travers ce protocole, à procéder à une nouvelle opération de nettoyage de la parcelle et à élaguer les arbres bordant la propriété. En contrepartie, Monsieur GRIMAULT et Madame LECOMTE renoncent à engager toute poursuite de quelque nature qu'elle soit contre la commune, en lien avec ce litige.

Le Conseil Municipal,

VU le projet de protocole transactionnel annexé à la présente délibération ;

VU l'avis favorable de la Commission Urbanisme Bâtiments du 27 novembre 2023 ;

VU l'avis favorable du Bureau Municipal du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	60
Non	0
Abstention	1
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - Les termes du protocole d'accord entre la Commune, Monsieur GRIMAUULT et Madame LECOMTE, qui a pour objet de mettre un terme définitif au litige qui les oppose, sont approuvés.

Article deux - Monsieur le Maire est autorisé à signer et mettre en œuvre le protocole d'accord.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-05 Modification de l'autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP) - Opération 1036 – Budget Principal – Petites Cités de Caractère

Madame N. MOREAU, adjointe de droit à l'Urbanisme, rappelle au Conseil Municipal que le montant global des aménagements à réaliser dans le cadre du programme prévisionnel d'actions des Petites Cités de Caractère est évalué à 725 000 €, conformément à la délibération n°2019-10-07 du 21 octobre 2019.

Une AP/CP globale incluant tous les projets liés à ce programme a été votée et a fait l'objet de modifications en fonction de l'avancement prévisionnel des projets. La dernière version est la suivante :

Autorisation de programme	Crédit de paiement 2020	Crédit de paiement 2021	Crédit de paiement 2022	Crédit de paiement 2023	Crédit de paiement 2024	Crédit de paiement 2025	Subvention
725 000,00	2 016,00	41 086,80	46 469,66	160 000,00	165 000,00	310 427,54	180 460,50

Aujourd'hui, il est nécessaire de l'ajuster pour s'adapter à l'état d'avancement actuel du programme et notamment la réalisation complète des travaux d'aménagement des venelles de Saint-Florent-le-Vieil en 2023, incluant les travaux d'enfouissement de réseaux.

Aussi, il est proposé d'avancer la somme de 92 000 € de l'exercice 2024 à l'exercice 2023 pour permettre le paiement de l'ensemble de ces travaux.

Ce mouvement de crédits est compensé par une modification de l'AP/CP sur l'opération 3003 – Liaison douce La Chapelle-Saint-Florent à Saint-Florent-le-Vieil, dont les travaux démarreront en 2024.

Un élu indique qu'environ 300 000 € sont laissés sur l'année 2025. Il souhaite savoir s'il est possible de basculer une partie de la somme en 2024 pour avoir le temps de faire les travaux avant la réhomologation Petites Cités de Caractère. Il propose de garder uniquement 180 000 € sur 2025.

Il lui est répondu que cela va être étudié en commission voirie en fonction des besoins. L'objectif est bien que les travaux soient faits.

Monsieur le Maire précise qu'il faut en effet faire le point sur la programmation et voir ce qui peut être réalisé plus vite que ce qui est prévu dans les crédits de paiements. La réalisation des travaux des venelles et le succès de la mise en lumière prouvent qu'un crédit supplémentaire est accordé aux Petites Cités de Caractère et à St Florent-le-Vieil. Il faut bien sûr consolider la reconduction du label en 2026.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route, et notamment son objectif stratégique de dynamiser le territoire par un habitat diversifié et vivant ;

VU l'avis favorable de la commission Urbanisme Bâtiments en date du 23 octobre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	55
Non	5
Abstention	1
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - La modification de l'autorisation de programme Petites Cités de Caractère, est votée selon le phasage suivant :

Autorisation de programme	Crédits de paiements 2020	Crédits de paiements 2021	Crédits de paiements 2022	Crédits de paiements 2023	Crédits de paiements 2024	Crédits de paiements 2025	Subventions
725 000,00	2 016,00	41 086,80	46 469,66	252 000,00	73 000,00	310 427,54	180 460,50

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-06 Autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP) - Opération 2808 – Budget Principal – Aides communales OPAH / OPAH-RU

Madame G. GABORY, élue référente Petites Villes de Demain, rappelle au Conseil Municipal que Mauges Communauté engage une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) sur ses polarités urbaines et une OPAH classique sur le reste de son territoire. Dans ce cadre, la commune a décidé de mettre en place des dispositifs de soutien aux propriétaires privés, qui ont été validés lors du Conseil Municipal du 21 septembre 2023, dans le cadre des conventions OPAH et OPAH-RU.

Il est proposé d'approuver une autorisation de programme qui permettra d'engager les attributions de subventions annuellement, avec une montée en puissance progressive des aides sur la durée de l'opération entre 2024 et 2028.

Un élu fait remarquer qu'il est nécessaire qu'avec l'ADS les relations soient plus fluides. Il demande si les travaux d'amélioration énergétiques se combinent aux autres.

Il lui est répondu par l'affirmative. Il est possible de cumuler les aides sauf pour la Fondation du Patrimoine où il s'agit uniquement des façades.

Monsieur le Maire précise que le sujet est technique et qu'il faudra communiquer. A la Maison de l'Habitat il est possible d'avoir les renseignements. Il faudra aussi donner des informations aux agents d'accueil pour que les personnes soient bien dirigées lorsqu'elles sollicitent un renseignement. Un Cabinet dans le cadre de Mauges Communauté pourra être sollicité. Cette opération est un enjeu fort pour l'image du territoire. Il est donc important de réussir ses opérations.

Une élu précise que pour l'OPAH ce sont les propriétaires qui font les demandes. Et dans le cadre de l'OPAH-RU c'est ALTER, le prestataire, qui contactera tous les propriétaires concernés dans le périmètre.

Un élu souhaite savoir quel nombre de dossiers cela représente.

L'élue répond que sur la Fondation du Patrimoine ce sont environ 20 dossiers. Sur les logements insalubres l'inventaire a été fait aussi. Le travail a été fait en porte à porte.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route, et notamment son objectif stratégique de dynamiser le territoire par un habitat diversifié et vivant ;

VU l'avis favorable de la commission Urbanisme Bâtiments en date du 23 octobre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	60
Non	0
Abstention	1
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - Une autorisation de programme pour les aides communales OPAH / OPAH-RU, est votée selon le phasage suivant :

Autorisation de programme	Crédit de paiement 2024	Crédit de paiement 2025	Crédit de paiement 2026	Crédit de paiement 2027	Crédit de paiement 2028	Subvention
708 750 €	70 875 €	106 311 €	177 188 €	177 188 €	177 188 €	0 €

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-07 Convention avec la Fondation du Patrimoine pour un partenariat sur l'aide à la restauration de façades d'immeubles à caractère patrimonial dans le cadre de l'OPAH-RU

Madame G. GABORY, élue référente Petites Villes de Demain, rappelle au Conseil Municipal que Mauges Communauté engage une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) sur ses polarités urbaines et une OPAH classique sur le reste de son territoire. Dans ce cadre, la Commune a décidé de mettre en place des dispositifs de soutien aux propriétaires privés, qui ont été validés lors du Conseil Municipal du 21 septembre 2023, dans le cadre des conventions OPAH et OPAH-RU.

Parmi ces aides, il a été proposé d'apporter un soutien aux restaurations de façades d'immeubles à vocation de logements et de compléter cette aide par une bonification pour les propriétaires s'engageant dans une démarche de restauration exemplaire de bâtiments à vocation patrimoniale. Pour mettre en œuvre cette disposition, un partenariat avec la Fondation du Patrimoine a été proposé. En effet, dans le cadre du label Fondation du Patrimoine, les propriétaires peuvent bénéficier d'une déduction fiscale de 50 % du montant des travaux sur les revenus déclarés ; si une collectivité apporte une participation financière correspondant à 10 % du coût du projet, cette déduction passe à 100 %. Pour des opérations très coûteuses, mais qui apportent un bénéfice très important aux centres-bourgs, cet effet-levier s'avère important pour les propriétaires.

La bonification de l'aide de la commune permettra aux propriétaires de bénéficier de l'aide communale à hauteur de 30 % du montant des travaux HT, mais avec un plafond de subvention à 10 000 €. Elle s'appliquera aux propriétaires réalisant des travaux de restauration de façades qui obtiennent le label Fondation du Patrimoine au sein des périmètres ORT des centres-bourgs de Montjean-sur-Loire, La Pommeraye et Saint-Florent-le-Vieil. L'aide sera versée par la commune à la Fondation du Patrimoine, qui la reversera intégralement aux propriétaires après vérification de la bonne exécution des travaux.

Pour régir ces dispositions, il est nécessaire d'établir une convention entre la commune et la délégation régionale de la Fondation du Patrimoine.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route, et notamment ses objectifs stratégiques de dynamiser le territoire par un habitat diversifié et vivant et de développer une politique de revitalisation du patrimoine historique communal en lien avec le tourisme ;

VU le projet de convention annexé à la présente délibération ;

VU l'avis favorable de la commission Urbanisme Bâtiments en date du 27 novembre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	60
Non	0
Abstention	0
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - Le partenariat est approuvé avec la Fondation du Patrimoine pour apporter une aide spécifique aux propriétaires réalisant des travaux de restauration de façades, qui obtiennent le label Fondation du Patrimoine au sein des périmètres ORT des centres-bourgs de Montjean-sur-Loire, La Pommeraye et Saint-Florent-le-Vieil.

Article deux - Les termes de la convention avec la délégation régionale de la Fondation du Patrimoine annexée à la présente délibération, sont approuvés.

Article trois - Monsieur le Maire ou son représentant, est autorisé à signer la convention ainsi que ses éventuels avenants.

Article quatre - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-08 Approbation du règlement d'intervention pour les aides communales complémentaires à l'OPAH et à l'OPAH-RU

Madame G. GABORY, élue référente Petites Villes de Demain, rappelle au Conseil Municipal que Mauges Communauté engage une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) sur ses polarités urbaines et une OPAH classique sur le reste de son territoire. Dans ce cadre, la commune a décidé de mettre en place des dispositifs de soutien aux

propriétaires privés, qui ont été validés lors du Conseil Municipal du 21 septembre 2023, dans le cadre des conventions OPAH et OPAH-RU.

Les aides suivantes ont été validées dans ce cadre :

Intitulé	Opération	Aide attribuée	Enveloppe sur 5 ans
Aide à la restauration des façades de logements	OPAH	30 % des travaux HT plafonnée à 5 000 €	300 000 €
Aide à la restauration des façades de logements	OPAH-RU	30 % des travaux HT plafonnée à 5 000 €	150 000 €
Aide à la restauration des façades de logements dans le cadre du label Fondation du Patrimoine	OPAH-RU (aide applicable sur périmètres ORT)	30 % des travaux HT plafonnée à 10 000 €	200 000 €
Aide aux travaux lourds pour les propriétaires occupants, par abondement aux aides de l'ANAH	OPAH-RU	Prime de 5 000 €	25 000 €
Aide à la création de stationnements	OPAH-RU	Prime de 1 500 €	7 500 €
Aide à la création d'espaces extérieurs récréatifs	OPAH-RU	60 % des travaux HT plafonnée à 5 000 €	30 000 €
Aide à la création d'espaces fonctionnels	OPAH-RU	60 % des travaux HT plafonnée à 5 000 €	75 000 €

Afin de bien définir les conditions d'attribution de ces aides, il est nécessaire d'adopter un règlement. Il est précisé que chaque subvention attribuée à un propriétaire fera l'objet d'une délibération en Conseil Municipal.

Pour l'examen des dossiers de demande d'aide, il est proposé de constituer une commission d'attribution composée de l'élue référente Petites Villes de Demain et de 3 membres issus de la commission Urbanisme Habitat Bâtiments et représentant les trois secteurs de la Commune, pour laquelle se sont proposés : N. MOREAU, J.F. ALLARD et J.C. BLON.

Un élu fait remarquer qu'il manque une personne de la minorité dans la commission.

Il lui est répondu qu'il n'y avait personne de la minorité à la commission et il a été tenu compte de la représentativité par secteur.

Monsieur le Maire ajoute qu'il est important d'être présent aux commissions car il est compliqué de désigner une personne absente. Il propose que la commission Urbanisme réfléchisse à un éventuel élargissement.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route, et notamment son objectif stratégique de dynamiser le territoire par un habitat diversifié et vivant ;

VU le projet de règlement annexé à la présente délibération ;

VU l'avis favorable de la commission Urbanisme Bâtiments en date du 27 novembre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	57
Non	2
Abstention	2
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - La mise en œuvre des dispositifs d'aides communales en accompagnement à l'OPAH et à l'OPAH-RU de Mauges Communauté, est approuvée telles que définies ci-dessus et dans la limite des enveloppes allouées à chaque dispositif

Article deux - Le règlement des aides spécifiques mises en place par la Commune de Mauges-sur-Loire dans le cadre de l'OPAH et de l'OPAH-RU de Mauges Communauté, est approuvé.

Article trois - La constitution d'une commission d'attribution des aides composée de : G. GABORY, N. MOREAU, J.F. ALLARD et J.C. BLON, est approuvée.

Article quatre - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Tourisme

2023-12-09 Conventions de partenariat pour le parc Cap Loire

Monsieur V. DUBILLOT, adjoint Culture - Tourisme - Patrimoine, indique que le parc d'activités Cap Loire travaille en réseaux avec les acteurs locaux, dont Jean-Patrick DENIEUL, gérant du bateau « La Ligériade II ». En effet, Cap Loire propose de nombreuses animations à destination des groupes d'enfants. Toutefois, beaucoup de ces groupes souhaitent continuer leur prestation avec une balade en bateau sur la Loire.

Une convention a été établie depuis 2017 avec Monsieur DENIEUL afin de proposer à des groupes d'enfants une prestation à la journée incluant une visite du parc Cap Loire et une sortie bateau sur la Loire encadrée par des animateurs de Cap Loire. Cette année, le tarif pour une sortie en bateau est modifié à 400 € TTC (360 € en 2023 ; tarif fixé par Monsieur DENIEUL). Ce tarif est refacturé aux écoles.

Compte tenu du succès de ce partenariat, il est proposé de renouveler cette convention pour l'année 2024 (convention n°1).

Par ailleurs, un autre partenariat avait été conclu entre Cap Loire, La Ligériade II et Ôsez Mauges. En effet, Ôsez Mauges propose différents services à destination des prestataires touristiques et des touristes, dont un billet combiné Cap Loire / Ligériade II pour le public individuel. Il est proposé de le renouveler en faisant évoluer les tarifs (convention n°2).

Pour cette seconde convention de partenariat, Cap Loire propose d'appliquer les tarifs suivant dans le cadre de la vente des packages :

- Pass adulte : 7.00 € (au lieu de 8.00 €)
- Pass enfant (4 à 15 ans) : 5.50 € (au lieu de 6.00 €)

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route et notamment l'objectif stratégique de faire de Mauges-sur-Loire un pôle touristique majeur ;

VU la délibération n°2023-03-12 du Conseil Municipal en date du 16 mars 2023 validant les conventions de partenariat du parc de découverte Cap Loire ;

VU la délibération n°2023-03-13 du Conseil Municipal en date du 16 mars 2023 validant les conventions de partenariat entre la Commune de Mauges-sur-Loire et Ôsez Mauges ;

VU l'avis favorable de la commission tourisme du 14 novembre 2023 et du 13 décembre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	59
Non	0
Abstention	1
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - Les conventions sont approuvées et Monsieur le Maire ou son représentant, est autorisé à signer les conventions de partenariat suivantes :

- Convention avec Jean-Patrick DENIEUL, gérant de la Ligériade II
- Convention tripartite de commercialisation du Pass Ligériade + Cap Loire

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-10 Modification de la tarification du parc de découverte Cap Loire à compter du 1^{er} janvier 2024

Monsieur V. DUBILLOT, adjoint au Tourisme, rappelle que le parc d'activités Cap Loire est géré en régie municipale depuis juillet 2017 et que la commune est compétente pour fixer les tarifs.

Dans le but de respecter la lettre de cadrage demandant une augmentation de 7% des tarifs municipaux pour tenir compte de l'inflation, il est proposé de revaloriser les tarifs de Cap Loire, tout en tenant compte de la veille concurrentielle.

Ces augmentations se justifieront auprès des publics par les investissements réalisés par la Commune dans le parc, en particulier l'installation d'un nouveau bateau « LA BILLETTE » et de l'exposition « pêche en Loire », ainsi que la qualité des prestations et des nouvelles animations.

Les modifications tarifaires pour le public individuel sont les suivantes (dernière augmentation en 2023) :

- Augmentation du tarif adultes à 8€ (+0,50 €) ;
- Dissociation d'un tarif enfant à 6€ et d'un tarif réduit à 7€ ;
- Création d'un tarif supplément pour les animations pris en charge de 2€, en complément de l'entrée enfant à 6€ (au lieu du tarif de 8€), ce qui sera plus simple dans la gestion de la billetterie ;
- Revalorisation du tarif pour le jeu de la cale arrière du Cap Vert à 14€ (+2€), car cette prestation de qualité a un tarif inférieur à des prestations équivalentes ;
- Augmentation des pass annuels à 20€ et 25€ (+ 5€) ;
- Tarif préférentiel pour les Journées Européennes du Patrimoine (JEP) à 3,00€.

Les modifications tarifaires pour les groupes sont les suivantes (dernière augmentation en 2023) :

- Augmentation du tarif des visites adultes / familles (+1€)
- Augmentation de la visite libre de 0,50€ pour les adultes
- Forfait visite libre et jeu en autonomie à 85€
- Création de formules avec l'échappée game (à 19€ et 20,50€)
- Augmentation de 0,50€ des tarifs des prestations « Fête ton anniversaire à Cap Loire »
- Création de formules avec l'échappée game pour les anniversaires (à 20,50€ et 25,50€)
- Création d'un forfait Escape Game de 84€ pour les périodes hors ouverture (pour 6 personnes minimum)
- Augmentation du forfait tout petit à 70€ (+20€)
- Réduction à 10% pour les groupes qui viennent une 2^{ème} journée (et non 15%)
- Diminution des forfaits déplacement afin d'être plus compétitifs et faire plus de prestation en basse saison.

Les tarifs pour les groupes scolaires et les centres de loisirs en basse saison, ainsi que les déplacements et les tarifs pour le tourisme d'affaire ne seront pas augmentés car il y a peu de demande et le but est de rester attractif sur ces prestations qui permettront de combler les périodes plus creuses.

Enfin, les modifications pour les tarifs de location de salle sont les suivantes (dernière augmentation en 2023) :

- Augmentation générale de 7%
- Création d'un forfait 4h à 80€ et 120€ (pour les réunions d'association, AG ou vin d'honneur)

Les autres tarifs restent inchangés.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route et notamment l'objectif stratégique de faire de Mauges-sur-Loire un pôle touristique majeur ;

VU la délibération n°2022-11-04 du Conseil Municipal en date du 17 novembre 2022 modifiant les tarifs du parc de découverte Cap Loire ;

VU l'avis favorable de la commission tourisme du 14 novembre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	57
Non	0
Abstention	4
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - La grille tarifaire ci-dessous est validée :

INDIVIDUELS	Entrée au parc CAP LOIRE	Précisions
Tarif visite libre adulte	7,50€ 8€	Tarif valable pour une visite libre ou une animation
Tarif réduit	7€	Étudiants, demandeurs d'emploi, personnes en situation de handicap, accords partenaires
Tarif enfant	6€	Enfants de 4 à 15 ans en visite libre
Tarif supplément enfants pour une animation avec animateur	2€	Animation encadrée par un animateur de Cap Loire
Jeu cale arrière du Cap Vert	14,00€ 12,00€	Tarif en supplément, à partir de 10 ans (tarif entrée 5.50 € pour les – 10 ans)
Enfants de – de 4 ans Porteurs carte VIP Anjou tourisme	GRATUIT	
Nichoir	4,00 € / nichoir	
Pass annuel MAUGES SUR LOIRE : adulte ou enfant	15,00€ 20€	Sur présentation d'un justificatif de domicile
Pass annuel HORS MAUGES SUR LOIRE : adulte ou enfant	20,00€ 25€	Non valable pour les soirées festives et le jeu de la cale
Entrée JEP	3,00 €	Tarif préférentiel pour les JEP
Pass Loisirs culture MSL	2,00 €	Plan action sociale
P'tites soirées festives – Adultes et enfants Tarif + 6 ans	4,50 €	hors fête de la musique et prestations gratuites

	Fête ton anniversaire	Précisions
Formule « jeune explorateur »	12,00€ 12,50€	6 participants minimum 1 Accompagnateur adulte gratuit pour 3 enfants
Formule « petit marinier »	14,00€ 14,50€	
Formule « capitaine en herbe »	18,00€ 18,50€	
Formule Escape + salle décorée	20,50€	
Formule Escape + salle + gouter	25,50€	

LOCATION DE SALLE	Forfait 4h (réunion, AG, vin honneur ...)	Journée (du matin au soir 19h)	Journée + soirée (du matin au lendemain matin à 9h30)	2 journées + soirée (départ avant 19h le 2 ^{ème} jour)
Tarif forfaitaire	80 € et 120€ HMSL	150€ 160€ et 225€ 240€ HMSL	260€ 275€ et 390€ 460€ HMSL	400€ 425€ et 600€ 640€ HMSL

TOURISME D'AFFAIRES	½ journée	Journée
Tarif forfaitaire (location salle + café + présence)	110 € et 145€ HMSL	215€ et 290€ HMSL

GROUPES ADULTES FAMILLE	Groupe à partir de 13 personnes payantes	Groupe moins de 13 personnes	Déplacement extérieur
Visite libre	7€/adultes et 6€/enfants	8€/adultes et 6€/enfants	
Visite libre avec jeux en autonomie	7€ / personne	Forfait 85€ 90€	
½ journée avec 1 animation	8,50€ / personne	Forfait 105€	Forfait 200€ 220€ + frais déplacement (0.641/km)
1 journée avec 2 animations	15,00€ / personne	Forfait 180€	Forfait 350€ 380€ + frais déplacement (0.641/km)
1 journée avec 1 animation + jeu en autonomie	10,50€ / personne	Forfait 130€	
1 journée avec 1 animation et visite libre	9,50€ / personne	Forfait 115€	
Tarif appliqué à compter de la 2 ^{ème} journée d'animation pour le même groupe	Réduction tarifaire de 10% 15% sur le tarif plein		
Supplément prestation LIGERIADE	Forfait 360 € 400€ / sortie		
Accompagnateurs groupes d'adultes	1 gratuit pour 30 payants 2 gratuits pour 50 payants	1 gratuit	Chauffeur gratuit
Escape Game + 1 animation	20,50€ / participant	Forfait 250€	
Escape Game + 1 jeu en autonomie	19€ / participant	Forfait 230€	
Escape Game	14€ / participant	Forfait de 84€ pour 6 personnes hors période d'ouverture	

GROUPES ENFANTS + ÉTABLISSEMENTS SPÉCIALISÉS	Groupe à partir de 13 personnes payantes	Groupe moins de 13 personnes	Déplacement extérieur
Visite libre	6€ / personne	Forfait 70€ si fermé	
Visite libre avec jeux en autonomie	7€ / personne	Forfait 85€ 90€	
½ journée avec 1 animation	7,50€ 8€/ personne	Forfait 90€ 95€	Forfait 200€ 220€ + frais déplacement (0.641/km)
1 journée avec 2 animations	13€ 14€/ personne	Forfait 160€ 165€	Forfait 350€ 380€ + frais déplacement (0.641/km)
1 journée avec 1 animation + jeu en autonomie	9,50€ 10€/personne	Forfait 115€ 120€	
1 journée avec 1 animation et visite libre	8,50€ 9€/ personne	Forfait 105€ 110€	
Tarif appliqué à compter de la 2 ^{ème} journée d'animation pour un même groupe	Réduction tarifaire de 10% 15% sur le tarif plein pour le même groupe		
Supplément prestation LIGERIADE	Forfait 360€ 400€ / sortie		
Accompagnateurs groupes enfants – de 15 ans Enseignant GRATUIT	1 gratuit pour 8 enfants de – 6 ans 1 gratuit pour 12 enfants de + 6 ans <i>Pour les accompagnateurs supplémentaires, tarif de 7 € 7,50€ / personne quelle que soit la prestation.</i>		
Groupe Tout petit 30 min. animation 12 enfants maxi		Forfait 70€ 50€	
Scolaires et centre de loisirs de MAUGES-SUR-LOIRE + centre social VAL MAUGES	5,50 € / enfant (demi-journée) 10€ / enfant (journée)	Forfait 85 € Forfait 150 €	Valable en basse saison De septembre à fin mars
Escape Game + 1 jeu en autonomie	19€ / participant	Forfait 230€	
Escape Game + 1 animation	20€ / participant	Forfait 235€	
Escape Game	14€/participant	Forfait de 84€ pour 6 personnes hors période d'ouverture	

Les devis de groupe ou de location de salle envoyés avant la délibération de ces nouveaux tarifs seront validés avec les tarifs 2023.

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-11 Modification de la tarification du camping Eco Loire à compter du 1^{er} janvier 2024

Monsieur V. DUBILLOT, adjoint au Tourisme, rappelle que le camping EcoLoire est géré en régie municipale depuis 2015 et que la commune est compétente pour fixer les tarifs.

Une refonte importante des tarifs du camping municipal EcoLoire a été opérée en 2016, suivie d'un ajustement de certains tarifs en 2017, 2019, 2021 et 2023.

Dans le but de respecter la lettre de cadrage demandant une augmentation de 7% des tarifs municipaux pour tenir compte de l'inflation, notamment les coûts d'énergie et des matières premières, il est proposé de revaloriser les tarifs du camping EcoLoire, tout en tenant compte de la veille concurrentielle.

Ces augmentations se justifieront auprès des publics par les investissements réalisés par la commune et Varades-Loireauxence pour le camping, par exemple avec l'installation de cuisines d'été dans quelques tentes sahariennes. Les tarifs proposés restent en cohérence avec les tarifs constatés dans d'autres campings de bord de Loire, de classement similaire au camping EcoLoire (2 étoiles).

Les modifications tarifaires sont les suivantes :

- Augmentation générale de 7% pour les tarifs de location (forfaits tout compris, emplacements nus, hébergements en tentes sahariennes ...) ;
- Pour les services et épicerie, augmentation du service « sèche-linge », passant de 3,50€ à 3,75€.

Suite à une veille concurrentielle, les tarifs à la semaine pour les tentes sahariennes et les différents tarifs des bivouacs ne seront pas augmentés pour rester attractif.

Afin de répondre aux nouvelles demandes, il est proposé de vendre en épicerie des pains aux raisins à 1,60€.

Les autres tarifs restent inchangés.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route et notamment l'objectif stratégique de faire de Mauges-sur-Loire un pôle touristique majeur ;

VU la délibération n°2022-12-08 du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2022 modifiant les tarifs du camping EcoLoire ;

VU l'avis favorable de la commission tourisme du 14 novembre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	59
Non	0
Abstention	2
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - La grille tarifaire ci-dessous est validée :

Tarifs 2023				Proposition de Tarifs 2024			
	1 nuit	nuit supp.	semaine	mois	1 nuit	nuit supp.	semaine	mois
Nos tout compris								
Forfait Loire Solo (1 adulte + 1 tente + 1 vélo)	8,00 €	-7,00 €			8,50 €	7,50 €		
Forfait Loire Duo (2 adultes + 1 tente + 2 vélos)	13,00 €	-11,00 €			14,00 €	12,00 €		
Forfait Loire à Vélo Family (2 adultes + 2 enfants + 1 tente)	17,00 €	-14,00 €			18,00 €	15,00 €		
Forfait 2 personnes (1 emplacement + 1 véhicule + 2 adultes)	14,00 €	-12,00 €	-70,00 €	-210,00 €	15,00 €	13,00 €	80,00 €	240,00 €
Forfait Famille (1 emplacement + 1 véhicule + 2 adultes et 2 enfants)	18,00 €	-16,00 €	-90,00 €	-270,00 €	19,00 €	17,00 €	101,00 €	303,00 €
A la carte								
Emplacement	4,50 €	-3,50 €	-22,50 €	-67,50 €	4,80 €	3,75 €	25,50 €	76,50 €
Campeur adulte (+ de 14 ans)	4,50 €	-3,50 €	-22,50 €	-67,50 €	4,80 €	3,75 €	25,50 €	76,50 €
Enfant : 3 ans à 13 ans (gratuit-3 ans)	3,00 €	-2,50 €	-15,00 €	-45,00 €	3,20 €	2,70 €	17,00 €	51,00 €
Véhicule	3,00 €	-2,50 €	-15,00 €	-45,00 €	3,20 €	2,70 €	17,00 €	51,00 €
Animal	1,00 €	1,00 €	5,00 €	15,00 €	1,00 €	1,00 €	5,00 €	15,00 €
Tarif Groupe (+ de 10 personnes)								
Adulte (14 ans et +)	5,50 €	-5,00 €	-34,00 €		6,00 €	6,00 €	36,00 €	
Enfants (- de 13 ans)	4,00 €	-3,50 €	-24,00 €		4,30 €	3,75 €	25,50 €	
Le déjà prêt								
Saharienne 3 lits	45,00 €	-36,00 €	240,00 €		48,00 €	38,50 €	240,00 €	
Saharienne 3 lits avec cuisine	55,00 €	-44,00 €	290,00 €		59,00 €	47,00 €	290,00 €	
Location tente 5 lits	65,00 €	-53,00 €	340,00 €		69,50 €	56,70 €	340,00 €	
Saharienne 5 lits avec cuisine	75,00 €	-60,00 €	390,00 €		80,00 €	64,00 €	390,00 €	
Nuit tente, personne seule	30,00 €	-25,00 €	160,00 €		32,00 €	26,75 €	160,00 €	
Bivouac sur pilotis 2 personnes	50,00 €	40,00 €	260,00 €		50,00 €	40,00 €	260,00 €	
Bivouac sur pilotis, personne seule	35,00 €	30,00 €	195,00 €		35,00 €	30,00 €	195,00 €	
Services								
Branchement électrique	5,00 €				5,00 €			
Adaptateur électrique	2,00 €				2,00 €			
Location draps (par personne et par séjour)	6,00 €				6,00 €			
Machine à laver avec lessive	5,00 €				5,00 €			
Sèche linge	3,50 €				3,75 €			
Forfait vidange camping-car + plein d'eau (sans nuitée)	4,00 €				4,00 €			
Garage Mort sans électricité	4,00 €				4,00 €			
Garage Mort avec électricité	5,50 €				5,50 €			
Visiteur Adulte (+ de 13 ans)	2,00 €				2,00 €			
Epicerie								
Petit déjeuner	6,50 €				6,50 €			
Baguette ordinaire	1,30 €				1,30 €			
Baguette tradition	1,50 €				1,50 €			
Croissant	1,30 €				1,30 €			
Pain au chocolat	1,40 €				1,40 €			
Pain aux raisins					1,60 €			
Boisson soda, jus de fruit)	2,00 €				2,00 €			
Eau – 1,5l	1,00 €				1,00 €			
Lait – 0,5l	1,00 €				1,00 €			
Caution pour tentes avec cuisinette	100,00 €				100,00 €			

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Economie

2023-12-12 « Dimanches du Maire » : autorisation d'ouverture dominicale pour l'année 2024

Monsieur J. BESNARD, adjoint à l'Economie, indique que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « Loi Macron », modifie la législation sur l'ouverture des commerces de détail (prêt à porter, parfumerie, équipement de la maison, grands magasins...) le dimanche, notamment en ce qui concerne les dérogations accordées par les Maires, au titre de l'article L3132-26 du code du travail, dont le nombre de dimanches d'ouverture peut passer à douze par an. La liste des dimanches concernés doit être fixée avant le 31 décembre pour l'année suivante.

La décision du Maire doit être prise après avis du Conseil Municipal, et lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre, c'est-à-dire Mauges Communauté.

Le recueil des dates d'événements commerciaux a permis de mettre en exergue une liste de sept dimanches. Il est proposé d'autoriser l'ouverture des commerces de détail les 7 dimanches suivants :

1. Dimanche 14 janvier 2024
2. Dimanche 30 juin 2024
3. Dimanche 1 décembre 2024
4. Dimanche 8 décembre 2024
5. Dimanche 15 décembre 2024
6. Dimanche 22 décembre 2024
7. Dimanche 29 décembre 2024

Le Conseil Municipal,

VU la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « Loi Macron » ;

VU les articles L3132-26 à L. 3132-27-1 ;

VU l'article R.3132-21 du code du travail impliquant de recueillir l'avis des organisations d'employeurs et de salariés ;

CONSIDERANT que les syndicats ont été sollicités en juillet 2023, à savoir la CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, MEDEF, CFTC, Solidaires 49, U2P, CPME ;

CONSIDERANT l'avis défavorable de la CGT, CFE-CGC, et de la CFDT ;

CONSIDERANT l'avis favorable du MEDEF et de l'U2P ;

CONSIDERANT la feuille de route et notamment l'objectif stratégique de développer l'économie locale et de proximité ;

CONSIDERANT l'avis conforme du Conseil communautaire de Mauges Communauté en date du 15 novembre 2023 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission économie en date du 19 septembre 2023 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	58
Non	2
Abstention	1
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - Les autorisations d'ouverture les dimanches des commerces de la commune pour l'année 2024, sont approuvées comme suit : dimanche 14 janvier 2024, dimanche 30 juin 2024, dimanche 1^{er} décembre 2024, dimanche 8 décembre 2024, dimanche 15 décembre 2024, dimanche 22 décembre 2024, dimanche 29 décembre 2024.

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Voirie/cadre de vie

2023-12-13 Acquisition foncière lieu-dit « La Coulée » sur la commune déléguée de Montjean-sur-Loire à Madame RÉTHORÉ Lisa et Monsieur HUMEAU Thomas pour aménagement de carrefour

Monsieur Le Maire, en l'absence de Monsieur L. CHAUVIN adjoint en charge de la Voirie et du Cadre de Vie, rappelle les travaux de voirie du chemin de l'Orthonnerie et de l'aménagement sécurisé du carrefour de l'Orthonnerie sur la commune déléguée de Montjean-sur-Loire.

Afin de réaliser ces aménagements et de créer des places de stationnement, il convient d'acquérir l'emprise foncière nécessaire au projet. Monsieur Le Maire rappelle la délibération n°2022-10-08 du 20 octobre 2022 décidant l'acquisition de la parcelle 212 C 543 à Monsieur et Madame RÉTHORÉ Michel et Mauricette. Il reste à acquérir la parcelle cadastrée 212 C 585 appartenant à Madame RÉTHORÉ Lisa et Monsieur HUMEAU Thomas.

Le Conseil Municipal,

VU l'engagement de Madame RÉTHORÉ Lisa et Monsieur HUMEAU Thomas, demeurant 4, La Coulée – Montjean-sur-Loire 49570 MAUGES-SUR-LOIRE à vendre l'intégralité de la parcelle cadastrée 212 C 585, d'une superficie de 31 m², au prix d'un euro (1,00 €) ;

CONSIDERANT la feuille de route de la commune et notamment son objectif stratégique d'avoir une politique voirie rationnelle et adaptée ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission Voirie en date du 08 novembre 2023 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	57
Non	3
Abstention	0
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - L'acquisition de la parcelle 212 C 585, d'une superficie de 31 m² située « La Coulée » sur la commune déléguée de Montjean-sur-Loire appartenant à Madame RÉTHORÉ Lisa et Monsieur HUMEAU Thomas, domiciliés 4, La Coulée – Montjean-sur-Loire 49570 MAUGES SUR LOIRE, est validée au prix d'un euro (1,00 €).

Article deux - Il est précisé que les frais de notaire seront à la charge de la commune de Mauges-sur-Loire.

Article trois - Il est précisé que l'acte notarié sera reçu auprès de l'étude notariale THEBAULT/VERONNEAU, notaires à 2, Allée Jean Monnet- La Pommeraye 49620 MAUGES-SUR-LOIRE.

Article quatre - Monsieur le Maire est autorisé à signer l'acte ainsi que toutes les pièces s'y rapportant.

Article cinq - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-14 Opération 3003 – Budget Principal – Liaison douce La Chapelle-Saint-Florent à Saint-Florent-le-Vieil : Modification de l'autorisation de programme et des crédits de paiements (AP/CP)

Monsieur Le Maire, en l'absence de Monsieur L. CHAUVIN adjoint en charge de la Voirie et du Cadre de Vie, rappelle au Conseil Municipal qu'une AP/CP a été approuvée par délibération n°2023-03-21 à la séance du 16 mars 2023 pour l'opération n° 3003 correspondant au projet d'aménagement d'une liaison douce entre La Chapelle-Saint-Florent et Saint-Florent-le-Vieil. Celle-ci présentait l'échéancier suivant :

Autorisation de programme	Réalisé 2022	Crédit de paiement 2023	Crédit de paiement 2024	Subvention
250 702,00 €	1 842,00 €	112 000,00 €	136 860,00 €	144 494,00 €

L'étude est en cours et les travaux seront réalisés en 2024. Aussi, il est proposé de reporter 92 000 € de crédits de 2023 à 2024, de manière à équilibrer la modification de l'AP/CP sur l'opération 1036 Petites Cités de Caractère.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route, et notamment son objectif stratégique d'engager une politique de mobilité de proximité ;

VU l'avis favorable de la commission Voirie Cadre de Vie en date du 13 décembre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	57
Non	4
Abstention	0
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - La modification de l'autorisation de programme Liaison douce La Chapelle-Saint-Florent à Saint-Florent-le-Vieil, est votée selon le phasage suivant :

Autorisation de programme	Réalisé 2022	Crédits de paiements 2023	Crédits de paiements 2024	Subventions
250 702,00 €	1 842,00 €	20 000,00 €	228 860,00 €	149 494,00 €

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-15 Mise à jour du tableau de classement de la Voirie Communale

Monsieur Le Maire, en l'absence de Monsieur L. CHAUVIN adjoint en charge de la Voirie et du Cadre de Vie, expose que dans le cadre de l'évolution de la commune certaines rues ont été créées durant l'année. La longueur totale de voirie communale passe donc de 522.878 ml à 523.795 ml.

Il convient donc de mettre à jour, comme chaque année, le tableau de classement de la voirie communale qui sert en particulier au calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT l'axe bien vivre ensemble de la feuille de route de la commune de Mauges-sur-Loire, et en particulier son objectif stratégique de « proposer un cadre de vie sécurisant » ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission Voirie et Cadre de vie en date du 13 décembre 2023 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	60
Non	0
Abstention	0
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - La mise à jour du tableau de classement de la Voirie, est validée.

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-16 SIEMML : Fonds de concours pour travaux de réparation du réseau d'éclairage public

Monsieur Le Maire, en l'absence de Monsieur L. CHAUVIN adjoint en charge de la Voirie et du Cadre de Vie, fait part des différents travaux de réparation du réseau d'éclairage public qui seront à réaliser par le SIEMML.

Le Conseil Municipal,

VU l'article L5212-26 du CGT ;

CONSIDERANT l'axe bien vivre ensemble de la feuille de route de la commune de Mauges sur Loire, et en particulier son objectif stratégique de « proposer un cadre de vie sécurisant » ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission Voirie et Cadre de vie en date du 13 décembre 2023 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	60
Non	0
Abstention	0
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - Il est décidé de verser un fonds de concours de 75 % au profit du SIEML pour l'opération **DEV212-23-179** suite à un accident sans tiers et sécurisation 212-23-177 remplacement du matériel au point 462- Avenue Jeanne d'Arc sur la commune déléguée de Montjean-sur-Loire.

- Montant total de la dépense : 1 534.37 euros net de taxe
- Montant du fonds de concours à verser au SIEML : 1 150.78 euros net de taxe

Article deux - Il est décidé de verser un fonds de concours de 75 % au profit du SIEML pour l'opération **DEV297-23-44** suite à la demande de la commune et démolition de l'ouvrage, déplacement du point 46 sur le support béton à proximité- rue de la Houssaye sur la commune déléguée de Saint-Laurent-du-Mottay »

- Montant total de la dépense : 413.06 euros net de taxe
- Montant du fonds de concours à verser au SIEML : 309.80 euros net de taxe

Article trois - Il est décidé de verser un fonds de concours de 75 % au profit du SIEML pour l'opération **DEV244-23-492** suite à un accident sans tiers et demande 244-23-491 remplacement du mât accidenté au point 364- Complexe sportif sur la commune déléguée de la Pommeraye.

- Montant total de la dépense : 924.44 euros net de taxe
- Montant du fonds de concours à verser au SIEML : 693.33 euros net de taxe

Article quatre - Il est décidé de verser un fonds de concours de 75 % au profit du SIEML pour l'opération **DEV295-23-68** suite à la demande d'intervention 295-23-67 pour le remplacement du mât accidenté au point 133- Allée des Verrières sur la commune déléguée de Saint-Laurent-de-la-Plaine.

- Montant total de la dépense : 851.09 euros net de taxe
- Montant du fonds de concours à verser au SIEML : 638.32 euros net de taxe

Article cinq - Il est décidé de verser un fonds de concours de 75 % au profit du SIEML pour l'opération **DEV276-23-299** suite à la demande d'intervention 276-23-296 pour le remplacement des deux mâts accidentés des points 661 et 663- ZI de la Chevalerie sur la commune déléguée de Saint-Florent-le-Vieil.

- Montant total de la dépense : 851.09 euros net de taxe
- Montant du fonds de concours à verser au SIEML : 638.32 euros net de taxe

Article six - Il est précisé que les modalités de versement du fonds de concours seront conformes aux dispositions du règlement financier arrêté par le SIEML en vigueur à la date de la commande.

Article sept - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-17 SIEML : Travaux d'éclairage public rue David d'Angers – commune de Saint-Florent-le-Vieil

Monsieur Le Maire, en l'absence de Monsieur L. CHAUVIN adjoint en charge de la Voirie et du Cadre de Vie, expose que dans le cadre des travaux d'aménagement de la rue David d'Angers, il est nécessaire de déplacer 2 candélabres existants qui se retrouve sur la future chaussée.

Le coût total des travaux est estimé à 3.300 € et la participation de la Commune s'élève en tout à 2.475 €.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT l'axe bien vivre ensemble de la feuille de route de la commune de Mauges-sur-Loire, et en particulier son objectif stratégique de « proposer un cadre de vie sécurisant »

CONSIDERANT l'avis de la commission Voirie et Cadre de vie en date du 13 décembre 2023 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	58
Non	1
Abstention	1
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - Il est accepté de verser la participation ci-dessus pour la réalisation de ces travaux.

Article deux - Monsieur le Maire est autorisé à signer tous les actes correspondants.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-18 SIEML : Eclairage, mise en lumière et bornes électriques, place de la Févrierère, Commune déléguée de Saint-Florent-le-Vieil

Monsieur Le Maire, en l'absence de Monsieur L. CHAUVIN adjoint en cahрге de la Voirie et du Cadre de Vie, expose que dans le cadre des travaux d'aménagement de la place de la Févrierère sur la commune

de Saint-Florent-le-Vieil, il est prévu un éclairage public adapté au nouvel aménagement, une mise en lumière sous la future halle et le repositionnement des bornes du marché.

Le coût total des travaux est estimé à 95 513 euros. La participation de la Commune s'élève en tout à 76 639 euros.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT l'axe bien vivre ensemble de la feuille de route de la commune de Mauges sur Loire, et en particulier son objectif stratégique de « proposer un cadre de vie sécurisant » ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission Voirie et Cadre de vie en date du 13 décembre 2023 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	56
Non	2
Abstention	3
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - Il est accepté de verser la participation ci-dessus pour la réalisation de ces travaux.

Article deux - Monsieur le Maire est autorisé à signer tous les actes et conventions correspondants.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-19 SIEML : Effacements des réseaux aériens, route du Marillais et route de Beaupréau, Commune déléguée de Saint-Florent-le-Vieil

Monsieur Le Maire, en l'absence de Monsieur L. CHAUVIN adjoint en charge de la Voirie et du Cadre de Vie, expose que dans le cadre des travaux d'aménagement de la place de la Févrierie, sur la commune déléguée de Saint-Florent-le-Vieil, il reste des réseaux électriques et télécoms en aérien sur une petite portion des routes du Marillais et de Beaupréau.

Il est donc proposé l'effacement de ces réseaux aériens avant l'aménagement urbain de la place.

Le coût total des travaux est estimé à 300 020 euros, dont 44 004 euros pour les réseaux Télécom.

La participation de la commune s'élève en tout à 96 674 euros.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT l'axe bien vivre ensemble de la feuille de route de la commune de Mauges sur Loire, et en particulier son objectif stratégique de « proposer un cadre de vie sécurisant » ;

CONSIDERANT l'avis à venir de la commission Voirie et Cadre de vie en date du 13 décembre 2023 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	54
Non	6
Abstention	0
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - Il est accepté de verser la participation ci-dessus pour la réalisation de ces travaux.

Article deux - Monsieur le Maire est autorisé à signer tous les actes et conventions correspondants.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-20 SIEML : Convention pour la pose d'une antenne « Lora wan » sur un mât d'éclairage à Beausse

Monsieur Le Maire, en l'absence de Monsieur L. CHAUVIN adjoint en charge de la Voirie et du Cadre de Vie expose que, dans le cadre du développement du territoire connecté, le Sieml après la pose des horloges connectées, a besoin d'installer des antennes sur les sites les plus hauts du Maine-et-Loire.

Pour Mauges-sur-Loire, il s'agit de la pose d'une antenne sur un mât d'éclairage sur la commune déléguée de Beausse.

Les frais d'installation sont intégralement pris en charge par le Sieml, mais la signature d'une convention est nécessaire pour l'occupation du domaine public.

Un élu souhaite connaître la localisation, pour qu'elle ne soit pas près de l'école.

Monsieur le Maire répond que c'est à côté de la Chapelle Malo, sur la route de St Quentin-en-Mauges.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT l'axe bien vivre ensemble de la feuille de route de la commune de Mauges-sur-Loire, et en particulier son objectif stratégique de « proposer un cadre de vie sécurisant » ;

CONSIDERANT l'avis de la commission Voirie et Cadre de vie en date du 13 décembre 2023 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	59
Non	1
Abstention	1
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - La convention est approuvée.

Article deux - Monsieur le Maire est autorisé à signer la convention ci-jointe.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-21 Dénomination de voie

Monsieur Le maire, en l'absence de Monsieur L. CHAUVIN adjoint en charge de la Voirie et du Cadre de Vie, indique que dans le cadre de la mise à jour de l'adressage et d'une grande similitude entre deux noms de voies et des doublons de numérotation, il convient de changer le nom de la voie suivante :

- Commune déléguée du Marillais - « ZAC le Chalet/Le Chalet » modifiée en « Chemin des Versaines ».

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT l'axe bien vivre ensemble de la feuille de route de la commune de Mauges sur Loire, et en particulier son objectif stratégique de « proposer un cadre de vie sécurisant » ;

CONSIDERANT l'avis à venir de la commission Voirie et Cadre de vie en date du 13 décembre 2023 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	60
Non	0
Abstention	0
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - La dénomination de la voie est approuvée telle qu'indiquée ci-dessus sur la commune déléguée du Marillais.

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Pôle Population

Scolaire

2023-12-22 Convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales – Pilotage du projet de territoire – Chargé de coopération CTG – 2023-2026

Madame A. ROBICHON, Adjointe aux Affaires Scolaires, indique que la Caisse d'Allocations Familiales de Maine-et-Loire propose une convention qui a pour objet de définir et d'encadrer les modalités d'intervention et de versement de la subvention dite « Pilotage du projet de territoire – chargé de coopération CTG ». !:

- Les objectifs poursuivis par la subvention pour le pilotage du projet de territoire

L'évolution de la structure des communes, l'élargissement de la taille des intercommunalités, etc... structurent un nouveau cadre de coopération entre les collectivités locales. Ces reconfigurations territoriales ont un impact sur les objectifs de cohésion sociale de la branche Famille qui veille à une structuration diversifiée et accessible des services aux familles sur les territoires. Elles nécessitent de renforcer la coordination entre les différents acteurs autour de projets de territoire coconstruits et suivis ensemble. Ces projets visant au maintien et au développement des services aux familles sont élaborés et formalisés entre la Caf et les collectivités sous la forme d'une convention territoriale globale (CTG).

- La coordination par les « chargés de coopération CTG »

Le soutien de la Caf aux postes de chargés de coopération vise à renforcer le suivi et le pilotage du plan d'actions de la CTG, en lien avec les objectifs prioritaires de la convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Branche famille de la sécurité sociale.

Ces fonctions de coopération soutiennent par ailleurs les perspectives de transfert ou de prises de compétences des communes ou intercommunalités sur les champs qui intéressent la branche famille : petite enfance, enfance, jeunesse, animation de la vie sociale, soutien aux parents, accès aux droits et au numérique, etc... Elles mettent également en réseau les acteurs du territoire pour créer des synergies, se saisir de coopération et de mutualisation et accroître in fine l'efficacité des interventions.

A l'occasion de la généralisation des Conventions territoriales globales, qui remplacent les anciens contrats enfance et jeunesse, les coordinations existantes financées par la Caf sont appelées à évoluer.

La commune s'engage donc à :

- déployer les postes de coordination sur l'animation de la démarche Ctg ;
- renforcer le contenu de la fonction en cohérence avec le référentiel d'emploi-cible de « chargé de coopération Ctg » ;
- produire un bilan annuel et pluriannuel des activités réalisées.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route, et notamment ses objectifs stratégiques de développement des services pour répondre aux besoins des habitants et de maintenir une scolarisation de proximité ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

VU l'avis à venir de la commission Affaires Scolaires, Enfance, Jeunesse, en date du 6 décembre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	61
Non	0
Abstention	0
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - La convention d'objectifs et de financement de la Caisse d'Allocations Familiales – Pilotage du projet de territoire – Chargé de coopération Ctg, est approuvée.

Article deux - Monsieur le Maire, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et toutes les pièces y afférant.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-23 Avenant à la convention d'utilisation de la piste routière de Montrevault-sur-Evre validant l'achat de vélo

Madame A. ROBICHON, adjointe aux Affaires Scolaires, rappelle que la gestion de la piste routière du Filet est effectuée par la commune nouvelle de Montrevault-sur-Evre. Cet équipement est mis à la disposition des écoles de son territoire, ainsi que des écoles de communes nouvelles environnantes, sur inscription et moyennant le versement d'une contrepartie financière. Mauges-sur-Loire fait partie des collectivités qui ont recours à cette piste tel qu'accepté par le Conseil Municipal le 13 septembre 2021.

La commune de Montrevault-sur-Evre, a réalisé un investissement pour l'acquisition de 10 vélos. Il est proposé de répartir l'investissement entre les trois communes utilisatrices (Montrevault-sur-Evre, Orée d'Anjou et Mauges-sur-Loire) proportionnellement à leurs populations respectives, comme pour les frais de fonctionnement de l'équipement.

Un devis estimatif de l'équipement a été réalisé à hauteur de 3 340 € TTC. Le FCTVA et une subvention de 50 % (1939.56 €) du coût seront déduits, puis le montant restant (1400.44 €) réparti entre les communes. Le montant estimé pour Mauges-sur-Loire est de 520,37 € (sur la base de 18559 habitants).

Un avenant est nécessaire pour valider cette participation.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route de la commune et notamment son objectif stratégique de bien vivre ensemble : adapter la politique enfance jeunesse aux besoins et maintenir une scolarisation de proximité à Mauges-sur-Loire ;

CONSIDERANT la convention approuvée par la délibération n°2021-09-13 ;

VU l'avis favorable de la commission Affaires Scolaires, Enfance, Jeunesse, en date du 13 septembre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	60
Non	0
Abstention	1
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - L'avenant n° 2 à la convention d'utilisation de la piste routière de Montrevault-sur-Evre, est approuvé.

Article deux - Monsieur le Maire, ou son représentant, est autorisé à signer ledit avenant.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-24 Contributions 2024 à verser aux Organismes de Gestion des Ecoles Catholiques (OGEC) du territoire

Madame A. ROBICHON, adjointe aux Affaires Scolaires, indique que la commune de Mauges-sur-Loire compte 10 écoles privées sous contrat d'association avec l'Etat, regroupant en septembre 2023, 1278 enfants scolarisés. Il convient de fixer le montant de la participation de la commune de Mauges-sur-Loire aux dépenses de fonctionnement de ces écoles privées.

Sur la base de la délibération 2021-06-08 prévoyant un lissage sur 4 année du coût élève moyen 2020, le montant de la contribution par école est actualisé en prenant en compte les effectifs de la rentrée scolaire 2023-2024 comme suit :

COMMUNES DÉLÉGUÉES	NOM	TOTAL EFFECTIFS Septembre 2023	ENFANTS HORS MAUGES		TOTAL A PRENDRE COMPTE à la rentrée 2023	2024
			MATERNELLES	ELEMENTAIRES		Coût moyen 2021 = 699,52 699,52 €
Botz en Mauges	ECOLE PRIVÉE MIXTE	82	0	0	82	57 360,64 €
La Chapelle-Saint- Florent	ECOLE SAINT CHRISTOPHE	147	0	0	147	102 829,44 €
Le Marillais	ECOLE SAINT JEAN	98	3	3	92	64 355,84 €
Le Mesnil en Vallée	ECOLE SAINT JOSEPH	131	0	0	131	91 637,12 €
Montjean-sur-Loire	ECOLE SAINT SYMPHORIEN	204	1	0	203	142 002,56 €
La Pommeraye	ECOLE NOTRE DAME	287	0	3	284	198 663,68 €
St Florent le Vieil	ECOLE SAINT CHARLES	174	0	0	174	121 716,48 €
	ECOLE GRAINES DE VIE	30	0	0	30	20 985,60 €
St Laurent de la Plaine	ECOLE SAINT VICTOR	91	5	4	82	57 360,64 €
St Laurent du Mottay	ECOLE NOTRE DAME DES ANGES	53	0	0	53	37 074,56 €
		1297	9	10	1278	893 986,56 €

Le forfait communal à verser par écoles sera donc égale à :

- 699,52 € x nombre d'élèves de Mauges-sur-Loire à la rentrée de septembre 2023-2024

Le rythme des versements à partir en 2023 sera le suivant :

- 30% d'acompte en janvier
- 30% après le vote du budget
- 20% en juillet
- 20% en octobre

Le Conseil Municipal,

VU l'avis favorable de la Commission Affaires scolaires, enfance, jeunesse, en date du 15 novembre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	60
Non	0
Abstention	0
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - Les montants ainsi présentés sont validés ainsi que le rythme de versement. Il seront versés aux OGEC du territoire de Mauges-sur-Loire.

Article deux - Monsieur le Maire, ou son représentant, est autorisé à signer tout document nécessaire au versement de cette subvention

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Sports

2023-12-25 Création d'une AP/CP - Opération 2012 - Budget principal - Construction d'un complexe sportif couvert à Montjean-sur-Loire

Monsieur J.R. MAINTEROT, adjoint aux Sports, indique que par délibération N°2023-10-06 du 19/10/2023, le Conseil Municipal a validé le projet de construction d'un complexe sportif couvert à Montjean-sur-Loire et a validé l'autorisation de programme et les crédits de paiements pour l'opération 2009 pour les complexes sportifs de Botz en Mauges, St Laurent de la Plaine et Montjean-sur-Loire.

La note de cadrage réalisée par le cabinet PRISME, en date du 23/03/2023 version 3, suite au COPIL du 22/03/2023, évalue le coût global de l'opération à 4 644 000 € TTC de la construction du complexe sportif de Montjean-sur-Loire.

Il est nécessaire de créer une opération spécifique pour le complexe sportif de Montjean-sur-Loire avec la création d'une autorisation de programme et de crédits de paiements.

Un élu fait remarquer qu'il faut voter une délibération alors que le projet n'a jamais été présenté.

Il lui est répondu que le projet va s'affiner avec l'AMO. La salle est prévue dans ses grandes orientations mais rien n'est défini actuellement. Pour le moment il n'y a pas de plans. Elle se situera près de l'ancienne salle, dans une zone non-inondable. Il y aura 8 vestiaires dont 2 pour le rugby. Il y aura également une salle avec des gradins qui pourra accueillir 300 personnes.

Monsieur le Maire indique qu'il y a eu nécessité de travailler avec les associations sportives utilisatrices, pour réaliser un tel projet. A l'avenir il serait concevable que le projet soit présenté en partie variable. Au sein de la minorité, des membres font partie de la commission sport et ont eu la possibilité d'obtenir des informations.

Le Conseil Municipal,

VU l'avis favorable de la commission sport en date du 05 avril 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 29 août 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	35
Non	20
Abstention	6
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - L'AP / CP opération 2012 – Construction d'un complexe sportif couvert à Montjean-sur-Loire, est autorisée :

Autorisation de programme	Crédits de paiements 2023	Crédits de paiements 2024	Crédits de paiements 2025	Crédits de paiements 2026	Subventions
4 644 000,00 €	- €	348 800,00 €	3 500 000,00 €	795 200,00 €	

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Culture

2023-12-26 Signature d'une convention entre la Ville de Mauges-sur-Loire, la Région Pays-de-la-Loire et l'association Maison Julien Gracq, pour la mise à disposition de deux immeubles et de jardins attenants

Monsieur V. DUBILLOT, adjoint en charge de la Culture, indique que la Ville de Mauges-sur-Loire met gracieusement à la disposition de l'association Maison Julien Gracq, en vue d'y développer son activité, deux immeubles et les jardins attenants, appartenant à la commune, dont l'adresse est : 1-3-5 rue du Grenier à sel. L'association Maison Julien Gracq s'engage, pour sa part, à développer le projet artistique et culturel tel qu'il a été défini, conformément au testament de Julien Gracq, et conformément aux statuts de l'association Maison Julien Gracq créée le 12 juillet 2012. La Région des Pays-de-la-Loire, en tant que membre et Présidente de l'association d'une part, partenaire du projet et maître d'ouvrage délégué de la réhabilitation des bâtiments d'autre part, est également signataire de la présente convention.

La convention précise les modalités de la mise à disposition de ces locaux et les charges revenant à chaque partie. La convention est conclue à compter du 1er septembre 2023 pour une durée de 10 ans.
Le Conseil Municipal,

Un élu souhaite savoir quelles sont les conventions signées avec la Maison Julien Gracq et comment cette Maison vit. Il propose qu'il y ait une présentation de leurs activités, afin d'avoir plus d'ouverture sur l'environnement associatif.

Il lui est répondu que la Maison Gracq n'a que 10 ans. Ce sont les directeurs artistiques qui la font vivre et mettent en place la programmation culturelle. Jérémy FABRE, le nouveau directeur, est très ouvert et souhaite la rendre plus populaire. Les expositions de l'Abbaye sont mises en place en partenariat avec la Maison Julien GRACQ, ce qui permet aux visiteurs d'aller sur les deux sites. Les scolaires sont également conviés depuis peu. Un bureau municipal a eu lieu également sur ce site, et la demande a été faite de venir faire une présentation en partie variable du Conseil Municipal. Il y aura également un partenariat avec nos sites de visites.

Le Maire indique que la Maison GRACQ est propriété de la Commune et qu'elle a bénéficié d'un concours important de la Région tant dans l'investissement que dans le fonctionnement.

Un élu précise que la convention est signée pour une utilisation du site. Il s'agit d'une association. Il ajoute un exemple : des actions sont faites en direction des maisons d'arrêt avec les écrivains. C'est la seule maison des Illustres qui existe sur la Région. 7 000 personnes sont passées cette année à la Maison GRACQ. La proposition sera faite à Monsieur FABRE pour venir faire une présentation.

Un autre élu ajoute que la Maison GRACQ a été lauréate dans le cadre d'un appel à projets de Mauges Communauté sur la valorisation des sites de visite. Ils auront ainsi la possibilité de faire un ouvrage récapitulatif des 10 ans d'existence et les 200 écrivains qui y sont passés.

Le Conseil Municipal,

VU l'avis favorable de la commission Culture, en date du 4 octobre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	51
Non	5
Abstention	5
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - La convention est approuvée.

Article deux - Monsieur le Maire est autorisé à signer ladite convention.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Ressources – Moyens – Proximité

Participation citoyenne

2023-12-27 Commissions extra-municipales

Monsieur F. JOLIVET, adjoint en charge de la Participation Citoyenne, indique que la commune a mis en place en 2021 des commissions extramunicipales. Cette mise en place s'inscrit dans la volonté politique municipale d'une démocratie participative et de concertation avec les Mauligériens et Mauligériennes.

Le mandat de deux ans des premiers habitants étant arrivé à son terme, il a été proposé qu'il soit prolongé de deux ans pour ceux qui le voulaient. Il a été lancé un appel aux habitants pour compléter les places libérées. 8 habitants se sont manifestés pour 7 places disponibles.

Un élu demande s'il ne serait pas pertinent de redonner un deuxième coup de souffle de la participation citoyenne pour être en lien avec le conseil participatif de Mauges Communauté. Il souhaite savoir si c'est prévu sur 2024 : peut-être imaginer un conseil participatif de Mauges-sur-Loire. Il lui est répondu que cette proposition peut recevoir de l'écho. Une réflexion va être menée pour une mise en place.

Le Conseil Municipal,

VU la délibération du 18 février 2021 sur la composition des commissions extramunicipales ;

VU la délibération du 18 février 2021 sur le règlement de fonctionnement des commissions extramunicipales ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	52
Non	7
Abstention	1
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - La liste des commissions extra-municipales est actualisée comme suit :

Commission finances-transition écologique	Sophie Demange
Commission culture	Maryline Tailleumier
Commission urbanisme-habitat-bâtiments	Martin Fonteneau
Commission urbanisme-habitat-bâtiments	Fabien Rollet
Commission urbanisme-habitat-bâtiments	Philippe Boyer
Commission urbanisme-habitat-bâtiments	Emmanuel Gasnier
Commission enfance jeunesse	Pierre Demange
Commission enfance jeunesse	Antoine Derouet

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Proximité

2023-12-28 Subvention à l'association Revertso

Monsieur F. Jolivet, adjoint à la Proximité Vie Associative, présente une demande de l'association Revertso pour une subvention 2023.

Dans le cadre de l'organisation de la 2eme édition de leur festival prévu les 30 et 31 août 2024, l'association sollicite la commune pour une mise à disposition gratuite du complexe sportif de la commune déléguée de la Pommeraye, et demande une subvention à hauteur de 30 000 € en 2024 avec un versement en anticipé en 2023 pour l'organisation du prochain festival.

Un élu fait remarquer que le budget n'étant pas voté, il est hasardeux de voter ce soir une subvention pour 2024 et propose une avance de trésorerie remboursable afin de ne pas engager le montant de la subvention.

Monsieur le Maire partage le point de vue de cet élu. Nous avons reçu également depuis peu une demande d'avance de trésorerie du Moulin de l'Épinay. Pour le festival, il faut qu'ils signent des contrats en avance et fassent des réservations de matériel. Il propose d'apporter une correction à la rédaction de cette délibération dans le sens d'une avance de trésorerie. Monsieur le Maire ajoute que cette délibération a fait débat autant dans la minorité que la majorité, et propose aux élus d'intervenir pendant le Conseil Municipal.

Un élu précise qu'il est plus question d'agenda que de refuser cette délibération. Il pourrait y avoir d'autres demandeurs d'associations.

Monsieur le Maire est d'accord pour une avance de trésorerie remboursable.

Un élu indique qu'il y a un groupe de travail à Mauges Communauté dans la commission Culture Patrimoine qui travaille sur les musiques actuelles dans le but de soutenir tous ces festivals sur du long terme. Il est donc important de les soutenir.

Une élue précise que c'est un festival familial qui envoie un message très fort à la jeunesse.

Un élu ajoute qu'il est important d'étudier toutes les initiatives. A St Laurent du Mottay, les jeunes ont vu leurs demandes de subventions divisées par deux, et sont en perte de motivation. Il y a également des associations qui touchent des subventions très importantes et obtiennent plus de satisfactions à leurs demandes. Il reprend qu'il est favorable pour ce festival mais qu'il ne faut pas oublier les petites communes qui veulent faire différemment.

Monsieur le Maire souhaite rectifier ces propos. Chaque demande de subvention est étudiée par chaque commission avec beaucoup d'attention, avec l'avis du Maire Délégué de la commune concernée. A St Laurent-du-Mottay il y a une envie forte pour une manifestation singulière. Il n'y a pas que cette association qui voit sa demande divisée par deux. Aujourd'hui une attention est apportée à chaque demande car les associations sont l'animation de nos communes mais quand elles ont de la trésorerie, le montant demandé est réduit.

Monsieur le Maire indique que la délibération sera complétée par la signature d'une convention puisque ce sera une avance de trésorerie remboursable.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la feuille de route municipale et notamment son objectif de proximité et d'attractivité ;

VU l'avis favorable de la commission proximité vie associative du 13 novembre 2023 pour la mise à disposition du complexe sportif. La commission propose une subvention de 20 000 € avec un versement anticipé ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 28 novembre 2023, pour la mise à disposition du complexe sportif ainsi qu'une subvention de 20 000 € avec un versement anticipé ;

Monsieur François-Xavier LANTOINE, élu intéressé, est présent dans la salle mais ne participe pas au vote.

Après en avoir délibéré à :

Oui	42
Non	16
Abstention	1
Non comptabilisé	2
Total	61

DECIDE :

Article premier - La mise à disposition du complexe sportif de la commune déléguée de la Pommeraye, est accordée gratuitement.

Article deux - Le versement par anticipation d'une subvention pour 2024 de 20 000 €, est approuvé.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-29 Conventions de servitude d'ancrage de caméras et pont-relais

Monsieur F. JOLIVET, adjoint à la Proximité et à la Vie Associative, rappelle que le Conseil Municipal a validé le projet de mise en place d'un réseau de vidéoprotection sur les communes déléguées de Montjean-sur-Loire, La Pommeraye, Bourgneuf-en-Mauges et Saint-Florent-le-Vieil.

La plupart des équipements est installé sur des supports publics (mâts d'éclairage en particulier), mais certains immeubles privés sont également susceptibles d'accueillir des caméras et des équipements de transmission. Il convient d'obtenir préalablement à toute intervention l'accord de ces propriétaires et de définir par convention les conditions dans lesquelles s'exercera l'occupation.

Trois façades sont identifiées à ce jour :

- Crédit agricole, 12 place Fernand Esseul à La Pommeraye : 1 caméra, un coffret électrique et un pont-relais.
- Habitation / Madame Cottineau - 2 quai de la Loire à Saint-Florent-le-Vieil : 2 pont-relais.
- Relai paroissial – Espace Cathelineau à Saint-Florent-le-Vieil : 2 caméras, 1 coffret et 1 pont-relais.

Les propriétaires ont donné leur accord pour signer la convention.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT l'axe bien vivre ensemble de la feuille de route de la commune de Mauges sur Loire, et en particulier son objectif stratégique de « proposer un cadre de vie sécurisant » ;

VU l'avis à venir de la Commission Proximité en date du 11 décembre 2023 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	55
Non	3
Abstention	2
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - La convention est approuvée.

Article deux - Monsieur le Maire ou son représentant, est autorisé à signer la convention de servitude d'ancrage avec les trois tiers concernés.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Commande Publique

2023-12-30 Marché public de travaux de voirie 2023-2026 – modification du Bordereau des Prix Unitaires - avenant

Mme Y. DE BARROS, adjointe aux Affaires Juridiques et Marchés Publics, présente au Conseil Municipal, le projet d'avenant n°1 pour le marché concernant les travaux de voirie à Mauges-sur-Loire 2023 -2026.

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT la nécessité de compléter le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) pour répondre aux besoins de la commune, en intégrant une ligne intitulée « fourniture et mise en œuvre de béton balayé type C30/37 fibré, épaisseur 25 cm y compris fourniture et pose de treillis type ST 25 C sur écarteur en ZH9 et réalisation des joints » ;

CONSIDERANT la nécessité de préciser l'indice de révision utilisé pour cette nouvelle ligne, soit l'indice TP 08 Index Travaux Publics - Travaux d'aménagement et entretien de voirie – Base 2010 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	54
Non	1
Abstention	4
Non comptabilisé	2
Total	61

DECIDE :

Article premier - L'avenant n°1 de l'accord cadre sur les travaux de voirie pour la période 2023-2026, est approuvé.

Article deux - Monsieur le Maire est autorisé à signer ledit avenant.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-31 Marchés publics Architecture réseau et VPN et téléphonie mobile – avenants de prolongation

Mme Y. DE BARROS, adjointe Affaires Juridiques et Marchés Publics, indique qu'une procédure de consultation a été lancée en avril 2023 pour renouveler les marchés Architecture réseau et VPN et la téléphonie fixe, qui arrivaient à échéance. L'analyse des offres n'a pas été possible en raison d'un besoin insuffisamment défini, qui n'a permis lors de l'analyse des offres, d'une part de mesurer l'impact financier du futur marché et d'autre part, de procéder à une comparaison objective des offres.

Le marché a été déclaré sans suite et un consultant a été choisi pour accompagner la collectivité dans la définition de son besoin au regard des enjeux techniques, financiers puis dans la nouvelle procédure de consultation. Ce nouveau calendrier nécessite que les marchés actuels soient de nouveau prolongés, afin de garantir la continuité du service.

Le Conseil Municipal,

VU l'avis favorable de la commission d'appel d'offres dans sa séance du 6 décembre 2023.

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	58
Non	0
Abstention	1
Non comptabilisé	2
Total	61

DECIDE :

Article premier - L'avenant 3 du marché 2019-033-TIC Lot 1 *Architecture réseau et VPN* et la *téléphonie fixe*, dont le titulaire est la société UNYC, est prolongé jusqu'au 31/01/2025.

Article deux - L'avenant n°3 du marché 2019-033-TIC Lot 02 portant sur « *l'Infrastructure Serveurs* », dont le titulaire est la société SCIT, est prolongé jusqu'au 31/01/2025.

Article trois - Monsieur le Maire est autorisé à signer lesdits avenants.

Article quatre - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

~~**2023-12-32 Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine AQUALOIRE – avenant 1 Délibération retirée**~~

Transition Ecologique

2023-12-33 Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE – Convention de continuité Appel à projets SEQUOIA 3

Madame M.C. LE GAL, adjointe à la Transition Ecologique, expose que la commune de Mauges-sur-Loire avait approuvé la signature d'une convention de partenariat au programme action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique (ACTEE) et l'appel à projet SEQUOIA 3.

Cette convention est signée en date du 4 juillet 2022.

Le programme ACTEE 2, PRO-INNO-52, est un programme ambitieux porté par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) qui répond aux enjeux étatiques et climatiques en matière de rénovation et d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics. Il permet notamment de financer la mise en place des projets de rénovation énergétique du patrimoine des collectivités.

C'est dans ce cadre que les six communes des Mauges ont candidaté à l'appel à projets SEQUOIA 3 et d'engager l'élaboration d'une stratégie de gestion globale et coordonnée des parcs immobiliers, via la réalisation de schémas directeurs immobiliers et énergétiques et le recrutement d'économistes de flux.

Aussi, certaines collectivités ont exprimé leur difficulté à finaliser leur SDIE avant l'échéance de l'appel à projet SEQUOIA fixée au 31/12/2023.

Afin de permettre aux communes de Mauges de conserver ces financements, la FNCCR a accepté de reporter cette échéance au 30 juin 2024.

Ce délai supplémentaire octroyé va permettre à Mauges-sur-Loire de :

- prolonger le financement du poste d'économiste de flux,
- équiper l'économiste de flux en matériels de mesures performants, et nécessaire à ses missions.

Le Conseil Municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1, L.2121-29 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 mai 2020 portant création et reconduction de programmes dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;

VU la délibération N°C2020-11-18-23 du 18 novembre 2020 du conseil communautaire de Mauges Communauté approuvant le Plan Climat Air Energie Territorial ;

VU le programme « Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique » (ACTEE) déposé par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) mettant à disposition et finançant des outils d'aide à la décision pour aider les collectivités à développer des projets de rénovation énergétique des bâtiments publics ;

VU l'appel à projets SEQUOIA 3 ;

CONSIDERANT le contexte actuel du dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité qui sont des phénomènes connus depuis plusieurs années, aujourd'hui largement admis et partagés par la communauté scientifique internationale (Groupement d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat : GIEC / Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques : IPBES). En cas d'inaction, leurs conséquences ont des impacts majeurs sur les activités humaines, l'environnement, la cohésion sociale et même l'habitabilité de notre planète ;

CONSIDERANT le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) porté par Mauges Communauté, qui constitue la feuille de route pour faire du territoire, un territoire à énergie positive en 2050 ;

CONSIDERANT les ambitions de Mauges-sur-Loire par la délibération du 29 septembre 2022 approuvant la stratégie de labellisation Territoire Engagé en Transition Ecologique (TETE) sur la période de 2022 à 2026, et la mise en œuvre d'un plan d'actions comprenant 40 actions en transition écologique ;

CONSIDERANT la feuille de route municipale et notamment les objectifs stratégiques d'impulsion d'une politique de transition écologique et de développer la participation citoyenne ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	59
Non	0
Abstention	1
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - Il est décidé d'approuver l'avenant à la convention de partenariat, ou convention de continuité, au programme ACTEE, et de reporter l'échéance de l'appel à projet SEQUOIA au 30 juin 2024.

Article deux - Monsieur Le Maire est autorisé à signer l'avenant à la convention de partenariat, ou convention de continuité, au programme ACTEE, et tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Ressources Humaines

2023-12-34 Modification du tableau des effectifs

Madame Y. DE BARROS, adjointe en charge des Ressources Humaines, propose de procéder à une modification du tableau des effectifs de la commune comme suit :

Création de postes

Grade(s)	Service(s)	Cadre horaire	Effectif	Statut	Durée contrat	Motif	date d'effet	coût /surcoût annuel approximatif supplémentaire	observations
PERMANENTS									
Rédacteur Territorial, rédacteur ppal de 2nde et 1ère classe, agent de maîtrise, agent de maîtrise ppal, adjoint administratif ppal de 2nde et 1ère classe	Exploitation	35 heures	1	Titulaire, à défaut recours à un contractuel au titre de l'article 332-8 2° du Code général de la fonction publique		Suite à la réorganisation de l'activité propreté, et conformément à l'avis rendu par le CST du 7 décembre 2023, le poste d'assistante ressources du service exploitation est remplacé par un poste de responsable d'activité propreté. En conséquence, il est proposé d'élargir les conditions de recrutement pour l'appel à candidatures.	01/01/2024	-	
Adjoint technique territorial	Affaire scolaires - Restauration scolaire	5,51/35ème	1	Titulaire, à défaut recours à un contractuel au titre de l'article 332-8 5° du Code général de la fonction publique		Un agent appartenant au service exploitation (propreté) nommé sur une base annualisée de 33,14/35ème, assure des fonctions d'entretien de locaux (à hauteur de 28,75/35ème) mais également des fonctions d'agent de service en restauration scolaire. Cet agent ne souhaite plus assurer ses missions en restauration scolaire. Du fait du nombre d'heures important affecté à l'entretien de locaux, il a été accepté de diminuer sa base annualisée de temps de travail à compter du 1er mars 2024. En conséquence, il est proposé de créer un poste d'adjoint technique territorial sur la base annualisée de 5,51/35ème correspondant au poste de restauration scolaire.	01/03/2024	-	

Grade(s)	Service(s)	Cadre horaire	Effectif	Statut	Durée contrat	Motif	date d'effet	coût /surcoût annuel approximatif supplémentaire	observations
NON-PERMANENT									
Adjoint d'animation	Culture	17,44	1	article L 332-23 2° du Code Général de la Fonction Publique	Du 11/03/2024 au 31/03/2024	Nécessité de recruter un médiateur culturel pour l'organisation des expositions sur la saison 2024	11/03/2024	-	
		13,46	1		Du 10/06/2024 au 31/08/2024				
		9,86	1		Du 09/09/2024 au 10/11/2024				
Rédacteur Territorial	Service Tourisme / camping Eco-Loire	28/35ème	1	article L332-23 1° du Code Général de la Fonction Publique	01/01/2024 au 31/10/2024	Nécessité de recourir à un agent contractuel pour assurer les fonctions de responsable du camping Eco-Loire pour la période du 1er janvier 2024 au 31 octobre 2024	01/01/2024	2 176 €	
Adjoint technique territorial	Tourisme - Camping Eco-Loire	29,5/35ème	1	article L332-23 1° du Code général de la fonction publique	01/04/2024 au 06/10/2024	L'agent sera chargé de l'entretien.	01/04/2024		
Adjoint d'animation territorial	Tourisme- Cap Loire	28/35ème	1	article L332-23 1° du Code général de la fonction publique	15/04/2024 au 06/11/2024	Ressource nécessaire pour la saison touristique 2024 de CAP Loire.	15/04/2024	3 600 €	
Adjoint d'animation territorial	Tourisme- Cap Loire	35 heures	1	article L332-23 2° du Code général de la fonction publique	15/04/2024 au 22/09/2024	Ressource nécessaire pour la saison touristique 2024 de CAP Loire. Madame Y. DE BARROS, adjointe en charge du service Ressources Humaines précise que le passage d'un 0,8 ETP à 1 ETP est nécessaire pour conforter les bons résultats de la saison touristique 2023	15/04/2024		
Adjoint technique	service exploitation	35h	3	article L332-23 2° du Code Général de la Fonction Publique	01/04/2024 - 31/08/2024	Recrutement d'un agent par secteur géographique pour faire face au surcroît d'activité liée à la saison (manifestations, végétations...)	01/04/2024	9000€ liés au paiement des heures	
Adjoint technique	service exploitation	35h	3	article L332-23 2° du Code Général de la Fonction Publique	01/07/2024- 31/08/2024	Recrutement d'un agent par secteur géographique pour pallier aux congés annuels du service	01/07/2024	supplémentaire s au-delà de 35h	
Adjoint technique territorial	service exploitation	35h	3	article L332-23 2° du Code Général de la Fonction Publique	6 mois	Nécessité de renforcer les équipes sur l'entretien des espaces publics. Si les recrutements interviennent après le 1er janvier 2024, l'échéance des contrats sera reportée.	01/01/2024	Coût supplémentaire par rapport à 2023 : 12840€	

Ajustement de bases

Grade	Service	Cadre horaire actuel	Cadre horaire proposé	Effectif	Statut	Motif	date d'effet	Coût/surcoût annuel supplémentaire
Adjoint technique territorial	Exploitation - propreté	29,07/35ème	33,52/35ème	1	Titulaire	Un agent appartenant au service exploitation (propreté), occupe un poste d'agent d'entretien à Bourgneuf-en-Mauges et Saint-Florent-le-Vieil, sur le grade d'adjoint technique. Sa candidature a été retenue pour assurer l'entretien de la micro-folie, de l'abbaye et de la structure périscolaire Saint-Charles, en période scolaire, sur la commune déléguée de Saint-Florent-le-Vieil. L'agent effectue donc régulièrement des heures complémentaires.	01/01/2024	
		33,14/35ème	28,75/35ème	1		Un agent appartenant au service exploitation (propreté) nommé sur une base annualisée de 33,14/35ème, assure des fonctions d'entretien de locaux (à hauteur de 28,75/35ème) mais également des fonctions d'agent de service en restauration scolaire. Cet agent ne souhaite plus assurer ses missions en restauration scolaire. Du fait du nombre d'heures important affecté à l'entretien de locaux, il est proposé, après avis favorable du Comité Social territorial du 7 décembre, de diminuer sa base annualisée de temps de travail à compter du 1er mars 2024.	01/03/2024	

Suppression de postes

Grade	Service	Cadre horaire	Effectif	Statut	Motif	date d'effet
Rédacteur	Pôle aménagement	35/35 ^{ème}	1	Titulaire	Suite à un départ à la retraite, l'agent recruté en interne pour le remplacer est titulaire du grade d'adjoint administratif territorial.	01/01/2024
Rédacteur	SSG	35/35 ^{ème}	1	Titulaire	Suite à une mutation externe, l'agent recruté pour le remplacer est en CDD sur le grade d'attaché.	01/01/2024
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	Culture	11/20 ^{ème}	1	Titulaire	L'agent occupait un CDD (en disponibilité de la F.P.E.) et a bénéficié d'une intégration directe sur le grade de professeur d'enseignement artistique de classe normale.	01/01/2024
Adjoint technique principal 1ère classe et adjoint technique principal 2ème classe	Exploitation	35/35 ^{ème}	1	Titulaire	Suite à une mutation externe, l'agent recruté en interne pour le remplacer est titulaire du grade d'agent de maîtrise.	01/01/2024
Adjoint technique principal 2ème classe	Exploitation	35/35 ^{ème}	2	Titulaire	Les agents ont bénéficié d'un avancement sur le grade d'adjoint technique principal 1ère classe.	01/01/2024
Adjoint technique principal 2ème classe	Exploitation	19.25/35 ^{ème}	1	Titulaire	L'agent a bénéficié d'un avancement sur le grade d'adjoint technique principal 1ère classe.	01/01/2024
Adjoint technique principal 2ème classe	Exploitation	26.73/35 ^{ème}	1	Titulaire	L'agent a bénéficié d'un avancement sur le grade d'adjoint technique principal 1ère classe.	01/01/2024

Rédacteur	SSG	35/35ème	1	Titulaire	Suite à une mutation externe, l'agent recruté pour le remplacer est titulaire du grade d'adjoint administratif territorial.	01/01/2024
Adjoint administratif principal 2ème classe	SSG	35/35ème	1	Titulaire	Suite à un départ en disponibilité, l'agent recruté pour le remplacer est titulaire du grade d'adjoint administratif territorial.	01/01/2024
Adjoint administratif principal 2ème classe	Finances	35/35 ^{ème}	1	Titulaire	L'agent a bénéficié d'un avancement sur le grade d'adjoint administratif principal 1ère classe.	01/01/2024
Adjoint administratif principal 2ème classe	Urbanisme	35/35ème	1	Titulaire	Suite à une démission, l'agent recruté pour le remplacer est titulaire du grade d'adjoint administratif territorial.	01/01/2024
Adjoint administratif	Communication	35/35ème	1	Titulaire	L'agent a bénéficié d'un avancement sur le grade d'adjoint administratif principal 2ème classe.	01/01/2024
Adjoint administratif	Proximité	35/35ème	1	Titulaire	L'agent a bénéficié d'une mutation interne au sein d'un autre service (les conditions de recrutement avaient été élargies) et son poste d'origine est réaffecté sur deux autres agents.	01/01/2024
Adjoint technique	Affaires scolaires	30.47/35ème	1	Titulaire	L'agent a bénéficié d'un avancement sur le grade d'adjoint technique principal 2ème classe.	01/01/2024
Adjoint technique	SSG	25/35ème	1	Titulaire	L'agent a bénéficié d'un avancement sur le grade d'adjoint technique principal 2ème classe.	01/01/2024
Adjoint technique principal 2ème classe	Affaires scolaires	29/35ème	1	Titulaire	L'agent a bénéficié d'un avancement sur le grade d'adjoint technique principal 1ère classe.	01/01/2024
Assistant socio-éducatif	SSG	35/35ème	1	Titulaire	L'agent a bénéficié d'un avancement sur le grade d'assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	01/01/2024
Agent social	SSG	22,50/35ème	1	Titulaire	L'agent a bénéficié d'un avancement sur le grade d'agent social principal de 2ème classe.	01/01/2024
ATSEM principal 2ème classe	Affaires scolaires	31,50/35ème	1	Titulaire	L'agent a bénéficié d'un avancement sur le grade d'ATSEM principal 1ère classe	01/01/2024
Attaché principal	Pôle services à la population	35/35ème	1	Titulaire et CDI	Suite à une démission, les conditions de recrutement ont été élargies et l'agent recruté pour le remplacer est titulaire du grade d'attaché principal.	01/01/2024

Madame Y. DE BARROS indique qu'il y a une modification du tableau envoyé, avec le retrait d'un agent social, qui du fait de son congé parental, a un report de son reclassement.

Une élue demande si ce n'est pas rétro-actif pour le congé parental.

Il est lui est répondu par la négative.

Concernant la diminution du temps de travail d'un agent de 33 h à 28 h, une élue s'interroge et demande s'il s'agit d'une demande de temps partiel, pour la demande de diminution d'heures.

Il lui est répondu que c'est suite à la demande de l'agent qui ne souhaite pas travailler plus. La personne était à 33,14h et n'était pas à temps complet. Il s'agit donc d'une modification de son contrat de travail.

Une autre élue demande si cette diminution ne va pas mettre en péril le service restauration.

Il lui est répondu que la décision a été prise de ne pas perdre complètement l'agent et satisfaire à sa demande.

Le Conseil Municipal,

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	57
Non	2
Abstention	0
Non comptabilisé	2
Total	61

DECIDE :

Article premier - Le tableau des effectifs est modifié comme suit :

TABLEAU DES EFFECTIFS EMPLOIS PERMANENTS COMMUNE MAUGES-SUR-LOIRE			
Délibération du 14 décembre 2023			
EMPLOIS FONCTIONNELS			
Cadre d'emploi	Grades du cadre d'emplois	Effectifs budgétaires	Temps de travail hebdo.
Directeur général des services des communes	De 10000 à 20000 habitants	1	35,00
Directeur général adjoints des services des communes	De 10000 à 20000 habitants	3	35,00
FILIERE ADMINISTRATIVE			

Cadre d'emploi	Grades du cadre d'emplois	Effectifs budgétaires	Temps de travail hebdo.
Attachés territoriaux	Attaché hors classe	1	35,00
	Attaché principal	5	35,00
	Attaché	10	35,00
Rédacteurs territoriaux	Rédacteur principal de 1ère classe	3	35,00
	Rédacteur principal de 2nde classe	2	35,00
		1	28,00
	Rédacteur	7	35,00
		1	31,50
Adjoint administratifs territoriaux	Adjoint administratif principal de 1ère classe (Echelle C3)	9	35,00
		1	32,00
		1	35,00
		1	28,00
	Adjoint administratif principal de 2nde classe (Echelle C2)	6	35,00
		1	33,00
	Adjoint Administratif (Echelle C1)	15	35,00
FILIERE ANIMATION			
Cadre d'emploi	Grades du cadre d'emplois	Effectifs budgétaires	Temps de travail hebdo.
Animateurs territoriaux	Animateur ppal de 2nde classe	1	35,00
		1	28,00

	Animateur	1	28,00
Adjoints territoriaux d'animation	Adjoint d'animation ppal de 1ère classe	1	33,08
		1	33,08
	Adjoint d'animation ppal de 2ème classe	1	31,76
		1	25,55
		1	21,85
		1	20,87
		1	20,87
	Adjoint d'animation (Echelle C1)	4	35,00
		1	34,61
		1	33,08
		1	32,24
		1	29,91
		1	29,14
		1	29,09
		2	28,00
		1	27,43
		1	27,32
		1	26,61
		1	26,33
		1	25,81
1		25,51	
1		24,45	
1		23,30	
1		21,60	
1		19,97	
1	19,51		

Cadre d'emploi	Grades du cadre d'emplois	Effectifs budgétaires	Temps de travail hebdo.
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation principal de 1ère classe	2	35,00
	Assistant de conservation du patrimoine	2	35,00
Adjointes territoriales du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe (Echelle C2)	2	35,00
	Adjoint du patrimoine principal de 2nde classe (Echelle C2)	1	35,00
	Adjoint du patrimoine	1	31,00
	Adjoint du patrimoine (Echelle C1)	1	28,00
Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique hors classe	1	8,00
	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	1	14,25
		1	8,00
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	1	18,25
		1	20,00
		1	14,00
		1	11,75
		1	4,00
	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	1	13,00
		1	8,00
		1	6,75
		1	6,50
		1	2,50
		1	7,50
		1	2,50
		1	2,50

		1	5,00
		1	4,00
		1	2,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE			
Cadre d'emploi	Grades du cadre d'emplois	Effectifs budgétaires	Temps de travail hebdo.
Infirmier en soins généraux	Infirmier en soins généraux	1	1,58
Assistants territoriaux socio-éducatifs	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	1	35,00
Educatrices territoriales de jeunes enfants	Educatrice de jeunes enfants de classe exceptionnelle	1	35,00
	Educatrice de jeunes enfants de classe exceptionnelle	1	28,00
	Educatrice de jeunes enfants	1	35,00
Agents sociaux territoriaux	Agent social principal de 1ère classe	2	23,00
		1	22,50
		1	19,50
	Agent social principal de 2nde classe	1	35,00
		1	30,00
		1	23,00
		1	22,50
		1	22,50
	Agent social (Echelle C1)	2	35,00
		2	30,00
		1	28,00
		1	23,00
		2	22,50
Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles	ATSEM principal de 1ère classe	1	35,00
		1	31,50
		2	30,28

		1	31,17
		1	30,93
FILIERE SPORTIVE			
Cadre d'emploi	Grades du cadre d'emplois	Effectifs budgétaires	Temps de travail hebdo.
Conseiller territorial des activités physiques et sportives	Conseiller territorial des activités physiques et sportives	1	35,00
Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives	Educateur principal de 1ère classe	1	35,00
	Educateur territorial des activités physiques et sportives	2	28,00
FILIERE TECHNIQUE			
Cadre d'emploi	Grades du cadre d'emplois	Effectifs budgétaires	Temps de travail hebdo.
Ingénieur	Ingénieur principal	1	35,00
	Ingénieur	1	35,00
Techniciens territoriaux	Technicien principal 1ère classe	4	35,00
	Technicien principal 2ème classe	1	35,00
	Technicien	3	35,00
Adjoints techniques territoriaux	Adjoint technique principal de 1ère classe (Echelle C3)	8	35,00
		1	29,00
		1	28,00
		1	26,73
		1	19,25
		1	19,25
	Adjoint technique principal de 2nde classe (Echelle C2)	8	35,00
		1	33,47
		1	30,47
		1	25,00
		1	15,60
		1	16,46

		1	5,51
	Adjoint technique (Echelle C1)	28	35,00
		1	35,00
		1	34,00
		1	33,52
		1	33,00
		1	30,73
		1	29,25
		1	28,75
		1	28,00
		1	26,67
		1	25,57
		1	25,47
		1	24,83
		1	24,50
		1	24,24
		1	23,83
		1	23,59
		1	23,00
		1	22,48
		1	17,89
		1	17,33
		1	17,25

		1	16,40
		1	14,85
		1	13,85
		1	11,50
		1	11,38
		1	10,63
		1	9,45
		1	8,27
		1	7,88
		1	6,90
		1	6,89
		1	6,69
		1	5,91
		11	5,51
		1	5,49
		1	5,37
		1	5,16
		14	4,73
		1	4,60
		1	4,55
		1	3,35
		1	3,15
Agents de maîtrise territoriaux	Agent de maîtrise principal	4	35,00
		1	30,67
	Agent de maîtrise	14	35,00

		1	29,84
		1	28,00

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-35 Avenant n° 1 à la convention de participation pour le risque prévoyance proposée aux agents de Mauges-sur-Loire

Mme Y. DE BARROS, adjointe en charge de du service des Ressources Humaines, explique que depuis le 1er janvier 2020 un contrat collectif prévoyance maintien de salaire est proposé aux agents qui souhaitent s'assurer pour couvrir le risque incapacité, invalidité, la perte de retraite, le décès ou invalidité absolue et définitive.

Les éléments de rémunération pris en compte pour le calcul de la cotisation sont les suivants :

- Le traitement indiciaire brut
- La NBI
- Le supplément familial de traitement

À noter que le régime indemnitaire est une option qui est laissée au choix de chaque agent qui adhère.

Mme Y. DE BARROS indique que par obligations réglementaires, depuis le 1er octobre 2022, la commune suspend le versement du régime indemnitaire aux agents placés en congés longue maladie, grave maladie ou en congés longue durée.

En conséquence, la commune propose une extension au contrat collectif prévoyance pour permettre aux agents de couvrir leur régime indemnitaire dès lors qu'ils sont placés en congés longue maladie, grave maladie ou longue durée. Ainsi, de par cette extension de garantie, les agents qui sont dans ces situations d'arrêts pourraient bénéficier de la prise en charge du régime indemnitaire à hauteur de 95%.

Sur proposition du comité social territorial en date du 22 juin 2023, la garantie optionnelle retenue est la suivante :

- indemnisation à hauteur de 95% du régime indemnitaire dès le 1er jour d'arrêt, soit un taux de cotisation supplémentaire de 0.24% à payer par l'agent.

Le Conseil Municipal,

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	52
Non	6
Abstention	2
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - L'ajout de l'option – indemnisation à hauteur de 95% du régime indemnitaire dès le 1er jour d'arrêt, avec un taux de cotisation supplémentaire de 0.24 %, est accepté.

Article deux - Monsieur le Maire est chargé de signer les documents modifiant le contrat collectif prévoyance initial signé avec TERRITORIA MUTUELLE.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-36 Réévaluation du montant de la participation employeur pour la protection sociale complémentaire prévoyance des agents

Madame Y. DE BARROS, adjointe en charge de du service des Ressources Humaines, explique que depuis le 1er janvier 2020 un contrat collectif prévoyance maintien de salaire est proposé aux agents qui souhaitent s'assurer pour couvrir le risque incapacité, invalidité, la perte de retraite, le décès ou invalidité absolue et définitive.

Le Conseil Municipal avait délibéré en septembre 2019, pour participer à compter du 1er janvier 2020 à la couverture de prévoyance – maintien de salaire à hauteur de 6 € brut mensuel, à tout agent adhérent, au minimum à la garantie incapacité au contrat collectif maintien de salaire.

Sur demande des représentants du personnel, et après étude par la commission Ressources Humaines en date du 28/09/2023, la collectivité propose d'augmenter, à compter du 1^{er} janvier 2024, le montant de cette participation.

Madame Y. DE BARROS explique que cette 1^{ère} phase de réévaluation est une avancée et rappelle qu'au 1^{er} janvier 2025, les collectivités devront fixer leur participation à hauteur de 7€ brut par mois.

Dans un but d'intérêt social, il est proposé de moduler la participation, en prenant en compte le revenu des agents (c'est-à-dire par la catégorie hiérarchique d'appartenance de l'agent A B ou C).

En application de ce critère, il est proposé de fixer le montant mensuel de la participation comme suit :

- Catégorie C : 12€
- Catégorie B : 8€
- Catégorie A : 7€

Une élue demande ce que demandait le CST.

Il lui est répondu 15 € pour les catégories C, 9 € pour les B et 7 € pour les A et précise que la commune est dans la moyenne. C'est une première étape pour la commune qui n'était pas obligée d'augmenter les A cette année.

Le Conseil Municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la fonction publique ;

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

VU l'avis rendu par le comité social territorial en date du 7 décembre 2023 ;

CONSIDERANT que selon les dispositions des articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités ;

CONSIDERANT que sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues issues du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 ;

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	51
Non	8
Abstention	1
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - Le montant mensuel de la participation prévoyance, est fixé à compter du 1^{er} janvier 2024, soit :

- Catégorie C : 12€
- Catégorie B : 8€
- Catégorie A : 7€

Article deux - Monsieur le Maire EST AUTORISÉ à inscrire au budget 2024 les crédits nécessaires au versement de la participation.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-37- Convention de mise en place de formation en union entre Mauges Communauté et l'ensemble des communes du bloc local

Madame Y. DE BARROS, adjointe en charge du service des Ressources Humaines, explique que la formation en union avec l'ensemble des communes du bloc local est aujourd'hui un des enjeux de la formation, notamment depuis la création de la Mauges Académie.

L'organisation de formation en union permet le partage d'expérience de chacune et de chacun, le partage des frais de formation, ainsi que le renfort des compétences des agentes et des agents du bloc local pour être au plus près des habitantes et des habitants.

A ce titre, il a été établi une convention entre les différentes communes du bloc local : Chemillé-en-Anjou, Sèvremoine, Montrevault-sur-Evre, Beaupréau-en-Mauges, Mauges-sur-Loire, Orée-d'Anjou et Mauges Communauté afin de mutualiser certains besoins de formation.

Le Conseil Municipal,

VU la convention-type en annexe ;

VU l'avis favorable du Bureau municipal du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	56
Non	2
Abstention	1
Non comptabilisé	2
Total	61

DECIDE :

Article premier - La convention est approuvée et Monsieur le Maire ou son représentant, est autorisé à signer la convention de mise en place de formations en union avec l'ensemble des communes de Mauges Communauté.

Article deux - Le principe du remboursement de ces formations par chaque structure concernée à Mauges Communauté selon un calcul au prorata, est acté.

Article trois - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-38 Délibération relative à la mise en place de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle

Madame Y. DE BARROS, adjointe en charge du service des Ressources Humaines, explique que le décret portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle dans la fonction publique territoriale est paru récemment au Journal Officiel.

A la différence de la fonction publique d'Etat et Hospitalière, Mme Y. DE BARROS indique que cette prime est soumise à délibération au titre du principe de la libre administration des collectivités territoriales.

Madame Y. DE BARROS poursuit en indiquant que cette prime est une prime exceptionnelle, d'un montant forfaitaire, visant à soutenir le pouvoir d'achat des agents publics percevant une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 € afin de faire face à l'inflation et à compenser leur perte de pouvoir d'achat.

C'est dans cet esprit que l'étude a été menée dans le cadre de la préparation budgétaire 2024 et de la clôture projetée de l'exercice budgétaire 2023.

Elle propose à l'assemblée délibérante d'instaurer la prime forfaitaire de pouvoir d'achat dans le respect des conditions fixées par le décret, selon les montants forfaitaires suivants :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	220€
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	160€
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	120€
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	100€
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	80€
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	75€
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	40€

Les bénéficiaires et conditions d'attribution. La présente prime est attribuée aux agents fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public sous réserve de remplir les conditions cumulatives ci-dessous :

- avoir été nommés ou recrutés à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023,
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023,
- être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023.

La rémunération brute prise en compte est celle perçue au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, déduction faite de la prime de garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) et de la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées.

La détermination du montant. Les montants pouvant être alloués varient en fonction de la rémunération de l'agent sur la période de référence. Dans la limite du plafond prévu pour chaque niveau de rémunération défini, il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de déterminer le montant de la prime :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

Le montant de la prime, est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par l'employeur qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée si besoin pour correspondre à une année pleine.

Les conditions de versement. Cette prime est versée par l'employeur public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023 la prime est versée par chacun d'entre eux.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle n'est pas reconductible.

Les conditions de cumul. Cette prime est cumulable avec toute autre prime et indemnité perçue par l'agent, à l'exception de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière ainsi que pour les militaires.

L'attribution individuelle. L'attribution de la prime exceptionnelle à chaque agent fait l'objet d'un arrêté individuel conformément aux modalités d'attribution définies par la présente délibération.

Le Conseil Municipal,

VU le code général de la fonction publique ;

VU la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;

VU le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

VU l'avis du bureau municipal en date du 28 novembre 2023 ;

VU l'avis du comité social territorial en date du 7 décembre 2023 ;

CONSIDERANT que le montant de cette prime est modulable en fonction du niveau de rémunération des agents publics dans le respect des plafonds définis réglementairement ;

CONSIDERANT que les crédits correspondants sont prévus et inscrits au BP 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	41
Non	16
Abstention	3
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - Il est décidé que la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle sera versée aux agents remplissant les conditions réglementaires, et selon les modalités ci-dessous :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	220€
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	160€
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	120€
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	100€
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	80€
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	75€
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	40€

Article deux - Il est décidé que la prime d'achat exceptionnelle sera versée en une seule fraction lors de l'établissement de la paie de décembre 2023.

Article trois - Monsieur le Maire est chargé d'établir un arrêté individuel pour le versement de cette prime exceptionnelle.

Article quatre - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Finances

2023-12-39 Budget principal 2023 – Décision modificative n° 5

Madame M.C. LE GAL, adjointe aux Finances, présente au Conseil Municipal le projet de décision modificative n° 5 du budget « principal » 2023. Elle concerne les points suivants :

- Transfert de crédits budgétaires de 10 000,00 € de l'opération 2008 – Achat et travaux ligue de tennis vers l'opération 2011 – Boulodrome extérieur de Montjean-sur-Loire pour l'engagement de la totalité des travaux de création du boulodrome extérieur de Montjean-sur-Loire ;
- Transfert de crédits budgétaires de 92 000,00 € de l'opération 3003 – Liaison douce de La Chapelle-Saint-Florent vers l'opération 1036 – Travaux Petites Cités de Caractère de Saint-Florent-le-Vieil. Il est proposé d'avancer une partie des crédits de paiements 2024 (92 000,00 €) en 2023 pour l'autorisation de programme 1036 – Travaux Petites Cités de Caractère de Saint-Florent-le-Vieil pour s'adapter à l'état d'avancement des travaux d'aménagement des venelles de Saint-Florent-le-Vieil. A contrario, il est proposé de reporter une partie des crédits de paiements 2023 (92 000,00 €) en 2024 pour l'autorisation de programme 3003 – Liaison douce de La Chapelle-Saint-Florent dont les travaux démarreront en 2024. Ce mouvement de crédits nécessitera donc la modification des autorisations de programmes 3003 - Liaison douce de La Chapelle-Saint-Florent et 1036 – Travaux Petites Cités de Caractère de Saint-Florent-le-Vieil ;
- Transfert de crédits budgétaires de 23 331,17 € de l'opération courante 1028 – Urbanisme vers l'opération 2807 – Travaux dans logements communaux de Montjean-sur-Loire (suivant la délibération de création d'une autorisation de programme pour ce projet d'investissement) ;

- Transfert de crédits budgétaires de 40 000,00 € de l'opération 2731 – Acquisition parking Bell's Boutic vers l'opération courante 1027 – Voirie pour le règlement de l'intégralité des travaux de reconstruction du dalot (ouvrage en béton permettant l'écoulement de l'eau) situé à Notre Dame du Marillais. Le coût total de cette opération est de 190 000 € TTC ;
- Transfert de crédits budgétaires de 18 300,00 € de l'opération 2909 – Solarisation du patrimoine public vers l'opération courante 1029 – Transition écologique pour l'engagement du marché relatif à l'installation d'un système d'arrosage intégré sur le terrain de football du Mesnil-en-Vallée ;
- Augmentation des crédits budgétaires de 1 267 904,24 € sur le chapitre 13 – Subventions d'investissements pour la prise en compte dans les restes à réaliser 2023 de subventions d'équipements perçues ou notifiées au cours de l'année 2023 mais qui n'ont pas été prévues au moment du vote du budget en mars 2023. Cet ajout de crédits budgétaires sera équilibré avec le compte 1641 – Emprunts en euros ;

Un élu interroge sur le transfert de 40 000 €. Il demande si l'acquisition du parking Bell's boutique, est abandonnée.

Il est répondu par la négative car c'est un budget disponible qui ne remet pas en cause le budget 2023. C'est un transfert d'opération.

L'élu demande si l'opération du Marillais avait bien été pris en charge par la voirie. Il s'agit de passer un tuyau sous la route, la somme aurait peut-être pu être utilisée sur une rue de St Florent.

Il lui est répondu que c'est un dalot existant qui menaçait de s'effondrer, il a donc fallu intervenir rapidement.

Une autre élue ajoute qu'il y a eu un arrêté de péril sur une des maisons et la chaussée était en train de s'affaisser. Il a fallu réhabiliter avec des matériaux qui permettent d'assurer continuité et sécurisation.

Le Conseil Municipal,

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	57
Non	3
Abstention	1
Non comptabilisé	0
Total	61

DECIDE :

Article premier - La décision modificative n° 5 du budget « principal » 2023 présentée ci-dessous, est approuvée :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
D-2031-1029-830 : Transition écologique	0,00 €	18 300,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2031-2807-71 : Travaux dans logements communaux Montjean	0,00 €	23 331,17 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles	0,00 €	41 631,17 €	0,00 €	0,00 €
D-2113-2731-822 : Parking Bell's Boutic	40 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2128-2011-414 : Boulodrome extérieur Montjean-sur-Loire	0,00 €	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2135-2008-414 : Achat et travaux ligue de tennis	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2152-1036-822 : Travaux Petites Cités de Caractère SFLV	0,00 €	92 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	50 000,00 €	102 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2312-3003-820 : Liaison douce La Chapelle-Saint-Florent	92 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-1028-71 : Urbanisme	23 331,17 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2315-1027-822 : Voirie	0,00 €	40 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	115 331,17 €	40 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-266-2909-830 : Solarisation du patrimoine public	18 300,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 26 : Participations et créances rattachées à des participations	18 300,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
R-1321-251 : Subventions d'équipement non transférables - Etat	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 614,40 €
R-1321-020 : Subventions d'équipement non transférables - Etat	0,00 €	0,00 €	3 635,00 €	0,00 €
R-1323-820 : Subventions d'équipement non transférables - Départements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	75 000,00 €
R-1323-33 : Subventions d'équipement non transférables - Départements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	9 992,28 €
R-1323-020 : Subventions d'équipement non transférables - Départements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	25 000,00 €
R-13248-95 : Subventions d'équipement non transférables - Autres communes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	7 908,80 €
R-1328-64 : Autres subventions d'équipement non transférables	0,00 €	0,00 €	0,00 €	73 043,93 €
R-1341-020 : Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	36 168,30 €
R-1341-20 : Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	45 234,00 €
R-1341-64 : Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	525 000,00 €
R-1341-820 : Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	46 411,40 €
R-1341-33 : Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	12 500,00 €
R-1341-026 : Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	76 775,40 €
R-1341-822 : Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	131 345,00 €
R-1341-414 : Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	17 501,93 €
R-1342-822 : Amendes de police	0,00 €	0,00 €	0,00 €	15 790,00 €
R-1346-822 : Participations pour voirie et réseaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	67 132,80 €
R-1348-64 : Autres fonds affectés à l'équipement non transférables	0,00 €	0,00 €	0,00 €	101 121,00 €
TOTAL R 13 : Subventions d'investissement	0,00 €	0,00 €	3 635,00 €	1 271 539,24 €
R-1641-01 : Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	1 267 904,24 €	0,00 €
TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €	1 267 904,24 €	0,00 €
Total INVESTISSEMENT	183 631,17 €	183 631,17 €	1 271 539,24 €	1 271 539,24 €
Total Général		0,00 €		0,00 €

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-40 Subventions d'équilibre versées du budget principal 2023 aux budgets autonomes et annexes

Madame M.C. LE GAL, adjointe aux Finances, rappelle au Conseil Municipal que des subventions d'équilibre doivent être versées à certains budgets autonomes et annexes par le budget principal 2023. Le budget primitif « Principal » 2023 prévoit ces financements. Il convient désormais d'arrêter les montants à verser :

- Budget annexe « Maison d'accueil Les Brains » : Subvention d'équilibre de 63 900,00 € prévue par le budget principal 2023 et par la décision modificative n° 4 du budget principal 2023 => subvention d'équilibre arrêtée à 52 500,00 € pour l'année 2023 compte tenu de la projection au 31/12/2023 ;
- Budget annexe « Résidence St Christophe » : Subvention d'équilibre de 24 089,00 € prévue par le budget principal 2023 et par la décision modificative n° 4 du budget principal 2023 => subvention d'équilibre arrêtée à 10 000,00 € pour l'année 2023 compte tenu de la projection au 31/12/2023 ;
- Budget annexe « Pôles Aquatiques » : Subvention d'équilibre de 910 000,00 € prévue par le budget principal 2023 et par la décision modificative n° 4 du budget principal 2023 =>

subvention équilibre arrêtée à 810 000,00 € pour l'année 2023 compte tenu de la projection au 31/12/2023 ;

- Budget autonome « CCAS » : Subvention d'équilibre de 191 790,00 € prévue par le budget principal 2023 => subvention d'équilibre arrêtée à 115 000,00 € pour l'année 2023 compte tenu de la projection au 31/12/2023.

Un élu souhaite des informations sur le budget pôles aquatiques. La subvention d'équilibre prévue par le budget principal de 2023, était de 910 000 € et aujourd'hui elle est arrêtée à 810 000 €. Le mois dernier, la délibération 27 a permis d'approuver la décision modificative pour un ajout de crédit budgétaire de 110 000 €. Il souhaite savoir si cette somme est incluse dans la subvention d'équilibre.

Il lui est répondu par l'affirmative. C'est un ajustement de budget.

L'élu demande comment est partagée la somme de 810 000 €.

Monsieur le Maire indique qu'aujourd'hui il y a deux budget distincts qui seront regroupés en 2024. Le budget est réduit à 810 000 € et propose de transmettre ultérieurement la répartition.

Le Conseil Municipal,

VU l'avis favorable du bureau municipal en date du 5 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré à :

Oui	55
Non	4
Abstention	1
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - Le versement des subventions d'équilibre du budget principal 2023 aux budgets autonomes et annexes présentées ci-dessus sur l'année 2023, est approuvé.

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

2023-12-41 Exercice des pouvoirs délégués

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré à :

Oui	57
Non	0
Abstention	3
Non comptabilisé	1
Total	61

DECIDE :

Article premier - Il est pris acte des pouvoirs délégués exercés par Monsieur le Maire comme suit :

Renonciation au droit de préemption urbain :

Demandeur	Adresse du terrain
Consorts DAGUIN	RUE DES ROCHEREAUX - LE MARILLAIS 49410 MAUGES SUR LOIRE
RÉTHORÉ Annie	RUE DE BONCHAMP - LA CHAPELLE-SAINT-FLORENT 49410 MAUGES SUR LOIRE
BEZIE Joseph	4 QUARTIER ARIANE - BOTZ-EN-MAUGES 49110 MAUGES SUR LOIRE
COUBARD Bryan	64 CHEMIN DE L'ORCHERE - MONTJEAN-SUR-LOIRE 49570 MAUGES SUR LOIRE
OMEGA TOP-COATINGS	4 RUE DE LA ROYAUTE - MONTJEAN-SUR-LOIRE 49570 MAUGES SUR LOIRE
Consorts VERGER	3 CHEMIN DES RÊVERIES - SAINT-LAURENT-DE-LA-PLAINE 49290 MAUGES SUR LOIRE
CHEIGNON Fabrice	4 RUE DES MINES - MONTJEAN-SUR-LOIRE 49570 MAUGES SUR LOIRE
Consorts GAUTIER	50 RUE DE BONCHAMPS - LA CHAPELLE-SAINT-FLORENT 49410 MAUGES SUR LOIRE
BORDIER Norbert	10 RUE DE LA BOGATTERIE - MONTJEAN-SUR-LOIRE 49570 MAUGES SUR LOIRE
Consorts ROUSSEAU	28 RUE DE LA CROIX BARON - BOTZ-EN-MAUGES 49110 MAUGES SUR LOIRE
ONILLON Yves	LE PETIT PARIS - MONTJEAN-SUR-LOIRE 49570 MAUGES SUR LOIRE
DUPONT Jean-François	494 RUE D'ANJOU - LE MARILLAIS 49410 MAUGES SUR LOIRE
CLEMENT Agnès	41 GRANDE RUE - SAINT-FLORENT-LE-VIEIL 49410 MAUGES SUR LOIRE
GUENEC François	3 RUE DES FÉES - SAINT-LAURENT-DU-MOTTAY 49410 MAUGES-SUR-LOIRE
SASSOT Adrien	16 RUE DES COTEAUX - MONTJEAN-SUR-LOIRE 49570 MAUGES SUR LOIRE
GRIMAULT Gilles	22 LE LABYRINTHE - MONTJEAN-SUR-LOIRE 49570 MAUGES SUR LOIRE
Consorts VERGER	5 AVENUE SAINTE ANNE - SAINT-LAURENT-DE-LA-PLAINE 49290 MAUGES SUR LOIRE
ROBIN Alexandre	13 RUE DES VIGNES - MONTJEAN-SUR-LOIRE 49570 MAUGES SUR LOIRE
DUHAMEL Thierry	1 BIS AVENUE JEANNE D'ARC - MONTJEAN-SUR-LOIRE 49570 MAUGES SUR LOIRE
LEBRUN Henri	11 RUE SEBASTIEN CADY - SAINT-LAURENT-DE-LA-PLAINE 49290 MAUGES SUR LOIRE
MORICET Annabelle	7 RUE D'ANJOU - MONTJEAN-SUR-LOIRE 49570 MAUGES SUR LOIRE
JOLIVAL SAS	LOT 3 LES PRAIRIES DE L'ETANG - LA POMMERAYE - 49620 MAUGES SUR LOIRE
JOLIVAL SAS	LOT 18 LES PRAIRIES DE L'ETANG - LA POMMERAYE - 49620 MAUGES SUR LOIRE

Affaires juridiques – affaires financières - Marchés publics :

2023-083-CP	09/08/2023	2023-019-MOE – Missions de MOE pour le lotissement Les Salles à St Laurent du Mottay – TENDRE VERT – Blois -55 710 € HT
2023-084-AJ	27/07/2023	Bail MAM Bourgneuf en Mauges
2023-085-FI	02/08/2023	Cession véhicule RENAULT EXPRESS 9616-YE-49
2023-086-CP	02/08/23	2022-036-TVX-05 Réhabilitation des vestiaires et sanitaires du complexe sportif de St Laurent de la Plaine Avenant n°1 Lot 5 avec l'Entreprise PILE ET FACE – ni plus ni moins-value 0€ HT
2023-087-CP	02/08/23	2022-036-TVX-01 Réhabilitation des vestiaires et sanitaires du complexe sportif de St Laurent de la Plaine Avenant n°3 Lot 9 avec l'Entreprise OGER ROUSSEAU COUDRAIS – Plus-value 2908,53€ HT
2023-088-CP	25/08/23	2022-036-TVX-01 Réhabilitation des vestiaires et sanitaires du complexe sportif de St Laurent de la Plaine Avenant n°2 Lot 2 avec l'Entreprise BOISSEAU Bâtiment – Plus-value 890,00€ HT
2023-089-CP	31/08/23	2022-036-TVX-01 Réhabilitation des vestiaires et sanitaires du complexe sportif de St Laurent de la Plaine Avenant n°1 Lot 4 avec l'Entreprise Atelier PEAU – Moins-value -300,32€ HT
2023-090-CP	13/09/2023	Travaux d'aménagement rues des Mauges et Cathelineau de la commune déléguée de St Laurent de la Plaine – COURANT TP – Chalonnnes sur Loire – Avenant n°1 – Ajout prestations + 7 664,62 € HT (+ 1.13%)
2023-091-CP	11/08/2023	2023-024-FCS – Transport natation scolaire 2023-2026 – Voyages CORDIER St Barthélémy d'Anjou - 133 320 € HT
2023-092-CP	11/08/2023	Marché Assurance GROUPAMA Dommages aux biens – Avenant n°10 - modification du parc bâtiment
2023-093-CP	06/09/2023	Marché 2022-036-TVX – 10 Avenants (un par lot) relatifs aux modalités révision prix – Réhabilitation des vestiaires et sanitaires du complexe sportif de St Laurent de la Plaine -
2023-094-CP	16/08/23	2023-022-FCS – accord-cadre pour l'acquisition et la maintenance des défibrillateurs sur le territoire de Mauges-sur-Loire – D+SERVICES – maxi 12000€ HT/an
2023-095-CP	17/08/23	2023-006-FCS –Marché Vérifications périodiques des installations électriques des bâtiments de Mauges-sur-Loire – 13 140€ HT/an
2023-096-CP	18/08/23	Marché 2019-033-TIC-01 - Avenant n°2 de mise à jour du catalogue ajout de références avec UNYC Le Mans (72)
2023-097-CP	18/08/23	Marché 2023-008-TVX Avenant n°1 - Modalités de révision – Relamping de l'ancienne salle de Tennis de la Ligue de Tennis de la Pommeraye
2023-098-FI	21/08/23	Cession tracteur tondeuse HONDA
2023-099-CP	29/08/23	Marché 2023-023-TVX - Travaux de fouilles d'archéologie préventive à la ZAC du Tertre 4 à St Florent le vieil- Déclaration sans suite pour motif d'intérêt général.

2023-100-CP	05/10/2023	Travaux de mise en accessibilité des bâtiments communaux dans le cadre de l'Ad'AP – 2023 – Lot n°3 – VRD – Avenant n°1 – Ajout de prestations – +1 970,10 € HT
2023-101-CP	31/08/2023	2023-016-FCS –Marché Mission de MOE pour la réhabilitation de l'atelier technique de Montjean sur Loire OXA Architectures Vallet (44)– 35 748,50€ HT
2023-102-CP	01/09/2023	Convention de prestations informatiques ATOUT'S M@TIQUES
2023-103-DG	01/09/2023	Convention mise à disposition passerelle à l'association Ecurie Anjou Sport Automobile
2023-104-FIN	11/09/2023	Souscription d'un emprunt de 1 500 000 € sur le budget annexe Lotissements auprès du Crédit Mutuel
2023-105-CP	18/09/2023	Fourniture, installation et maintenance d'un système de vidéoprotection sur le territoire de Mauges-sur-Loire -Bouygues Energies & Services – Avenant n°1 – Ajout prestations + 594,96 € HT (+ 0,38%)
2023-106-CP	6/10/2023	Dévolement dalot EP ND du Marillais – EUROVIA – Cholet – 128 995,85 € HT
2023-107-CP	26/09/2023	Marché 2022-036-TVX –Lot 07 MALEINGE- Avenant n°2 pour aléas de chantier + value de 680,00€HT - Réhabilitation des vestiaires et sanitaires du complexe sportif de St Laurent de la Plaine
2023-108-CP	02/10/2023	Marché 2023-034-MOE Mission de MOE pour la sécurisation des contreforts et arcs-boutants de l'Eglise St Symphorien à Montjean-sur-Loire à ANTAK (44) – 21 250,00€HT
2023-109-CP	12/10/2023	Marché 2023-028-PI Mission AMO accompagnement et conseil pour le renouvellement des marchés informatiques (Architecture réseau, VPN, Téléphonie fixe, Infrastructures serveurs) Mauges-sur-Loire à Actilogie consultants à Nantes (44) – 12 150,00€HT
2023-110-CP	18/10/2023	Marché Assurance GROUPAMA Dommages aux biens – Avenant n°11 - modification du parc bâtiment- suppressions
2023-111-CP	27/10/2023	Marché de MOE Aménagement rue nationale à Montjean sur Loire – VIC OUEST Chalennes sur Loire – 22 950 € HT
2023-112-CP		Marché de travaux de réhabilitation de la salle du Bois Gelé – La Pommeraye – Ventilation/Plomberie – Avenant n°1 – Moins-value : - 4 925,29 € HT
2023-113-CP	6/11/2023	Acquisition de 2 robots de tonte pour les terrains de sport de Bourgneuf en Mauges et de la Chapelle Saint Florent – SERVIMECAGRI (Montrevault sur Evre) -21 252,33 €HT
2023-115-CP	25/10/2023	Marché 2022-030-TVX Réaménagement du complexe sportif de Botz-en-Mauges– Lot 02 Démolition Gros Œuvre – avec MGR NOTOT – Avenant n°2 + 2010,21€HT
2023-116-CP	25/10/2023	Marché 2022-030-TVX Réaménagement du complexe sportif de Botz-en-Mauges – Lot 06 Menuiseries extérieures– avec TRICOIRE – Avenant n°2 + 884,00€HT
2023-117-CP	25/10/2023	Marché 2022-030-TVX Réaménagement du complexe sportif de Botz-en-Mauges – Lot 07 Menuiseries intérieures– avec ATELIER PEAU – Avenant n°2 -2 674,50€HT

2023-118-CP	25/10/2023	Marché 2022-030-TVX Réaménagement du complexe sportif de Botz-en-Mauges – Lot 08 Cloisons Sèches– avec SATI – Avenant n°2 +1847,49€HT
2023-119-CP	25/10/2023	Marché 2022-030-TVX Réaménagement du complexe sportif de Botz-en-Mauges – Lot 09 Plafonds suspendus– avec TECHNI PLAFONDS – Avenant n°2 + 904,71€HT
2023-120-CP	25/10/2023	Marché 2022-030-TVX Réaménagement du complexe sportif de Botz-en-Mauges – Lot 11 Peinture– avec BAUDON – Avenant n°2 + 891,55€HT
2023-121-CP	25/10/2023	Marché 2022-030-TVX Réaménagement du complexe sportif de Botz-en-Mauges – Lot 12 Plomberie, sanitaire, VMC– avec ORC – Avenant n°2 - 628,23€HT
2023-122-CP	25/10/2023	Marché 2022-030-TVX Réaménagement du complexe sportif de Botz-en-Mauges – Lot 13 Electricité, Chauffage– avec SDEL ENERGIS– Avenant n°2 +9 539,41€HT
2023-123-CP	26/10/2023	Marché 2023-032-FCS Maintenance préventive des portes et portails automatiques et manuels de MSL – notification à SAS ACTIFERM PRO – 2 765,75€ HT/an
2023-124-CP	27/10/2023	Marché 2023-029-TVX Aménagement du sentier de la Garenne à Montjean sur Loire – Lot n°2 Travaux de sécurisation - notification à ROC CONFORTATION 56 818,32 € HT
2023-125-AJ		Protocole transactionnel – PFAC - Mr DUPONT Clément – 1000€
2023-126-AJ		Protocole transactionnel – PFAC - Mr BINAUD et Mme PIQUIN – 1000€
2023-127-CP	27/10/2023	Travaux de voirie chemin de l'Orthionnerie à Montjean sur Loire – Avenant n°1 – travaux supplémentaires - + 10 225,07 € HT (+ 8.57%)
2023-128-CP	03/11/2023	Réaménagement d'un atelier technique à La Pommeraye – Lot n°8 Peinture – Avenant n°1 – 236,04 € HT
2023-129-CP	31/10/2023	Travaux de mise en accessibilité des bâtiments communaux dans le cadre de l'Ad'AP – 2023 – Lot n°3 – VRD – ALLARD - Avenant n°2 – Ajout et suppression de prestations + 1 470,00 € HT
2023-130-CP	31/10/2023	Travaux de mise en accessibilité des bâtiments communaux dans le cadre de l'Ad'AP – 2023 – Lot n°2 – Menuiseries extérieures et intérieures - GALLARD + 4 605,25 €
2023-131-FI	08/11/2023	Cession débroussailleuse à dos Husqvarna 142RB n° 2000
2023-132-CP	13/11/2023	Marché 2023-013-FCS Maintenance et acquisition d'extincteurs, vérification des alarmes Incendie et asservissements et des systèmes de désenfumage– notification à APS SERVICES – 25 000€ HT/an

Article deux - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

C - Informations

Monsieur Fabien JOLIVET souhaite communiquer sur le retour du budget citoyen. 31 projets ont été proposés mais seulement 11 ont été éligibles. 5 projets correspondaient aux critères et entraient dans le budget :

- Etape au bord de l'Evre à Gévrise
- Installation de modules d'entraînement urbain à St Florent-le-Vieil
- Détente autour du city park de Botz-en-Mauges
- Aire de jeux pour jeunes enfants à La Pommeraye
- Projet de panneaux historiques à St Laurent-de-la-Plaine

Les idées des autres projets étaient également intéressantes et les commissions peuvent inscrire ces projets dans leur programme de travail.

Monsieur le Maire indique que la commune a reçu un classement des promontoires de la Loire (de l'embouchure de l'Evre avec les rives de la Loire, comprenant le Montglone et la partie de Loire Auxence). Les décrets seront applicables prochainement. Monsieur le Sous-Préfet indiquera les modalités d'application de ce classement.

Il informe que les vœux auront lieu le 12 janvier 2024 à Montjean-sur-Loire et le 15 janvier à St Florent-le-Vieil à 19h.

D – Questions diverses

Monsieur François BORDIER revient sur le Conseil du mois d'octobre et les résultats d'Equalia. Il avait été indiqué que les objectifs n'avaient pas été atteints en raison des travaux de voirie à La Pommeraye. Il indique qu'à ce jour il n'y a toujours pas de panneaux pour indiquer le Centre Aquatique. Il indique que la signalétique n'est pas à la hauteur de l'équipement.

Monsieur le Maire prend note de la demande.

Monsieur Christophe JOLIVET indique que le SMIB a lancé une enquête publique sur des travaux sur une partie sur Notre Dame du Marillais. Il demande si la commune envisage de déposer une enquête publique pour indiquer que le site est maintenant classé, pour rappeler les enjeux du Patrimoine. Monsieur le Maire précise que l'enquête du SMIB sur laquelle la communication n'a pas été assez importante. Il est fort possible que des réserves soient mises sur les points envisagés par le SMIB pour obtenir des précisions en début d'année 2024.

Madame Marie LE GAL revient sur la question du budget du pôle aquatique :

- Les dépenses de fonctionnement 2023 étaient de 733 908 € dont l'exploitation technique/maintenance et les consommations à hauteur de 470 763 € ; la DSP à hauteur de 224 930 € et les intérêts d'emprunts à hauteur de 38 415 €
- Les recettes de fonctionnement pour 40 000 €
- La subvention d'équilibre à hauteur de 810 000 €

Madame Claudie MONTAILLER informe que le CCAS organise deux réunions publiques les 16 (La Pommeraye) et 17 janvier (St Florent-le-Vieil) sur la mise en place d'une mutuelle communale pour les personnes qui n'ont plus d'employeur.

Monsieur le Maire remercie pour la contribution apportée tout au long de l'année et souhaite de bonnes fêtes aux élus et invite au verre de l'amitié.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23h12.

Maurice BUREAU,
Secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Bureau', with a stylized flourish at the end.

Gilles PITON,
Maire de Mauges-sur-Loire

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'G. Piton', with a large circular flourish on the left and a vertical line on the right.